



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 147 • NUMÉRO 131 • 2<sup>e</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le vendredi 24 octobre 2014**

—  
**Présidence de l'honorable Andrew Scheer**

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 24 octobre 2014

La séance est ouverte à 10 heures.

---

Prière

---

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1005)

[Traduction]

### LOI SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA PROSPÉRITÉ — CANADA-CORÉE

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-41, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Corée, dont le comité a fait rapport sans proposition d'amendement.

**Le Président:** Une motion d'amendement figure au *Feuilleton des avis* pour l'étude à l'étape du rapport du projet de loi C-41. La motion n° 1 sera débattue et mise aux voix.

La députée de Saanich—Gulf Islands n'est pas à la Chambre pour présenter la motion. Par conséquent, la Chambre passe maintenant sans débat à la mise aux voix de la motion d'adoption du projet de loi à l'étape du rapport.

**L'hon. Pierre Poilievre (au nom du ministre du Commerce international)** propose que le projet de loi soit agréé à l'étape du rapport.

**Le Président:** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le Président:** Je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

### LOI SUR L'INCORPORATION PAR RENVOI DANS LES RÈGLEMENTS

**L'hon. Pierre Poilievre (au nom du ministre de la Justice et procureur général du Canada)** propose que le projet de loi S-2, Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires et le Règlement sur les textes réglementaires en conséquence, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, avec le consentement de la Chambre, je vais partager mon temps de parole avec le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor.

Aujourd'hui, je prends la parole au sujet du projet de loi S-2, un projet de loi qui nous vient du Sénat et qui vise à modifier la Loi sur

les textes réglementaires et le Règlement sur les textes réglementaires en conséquence.

À bien des égards, le projet de loi à l'étude aujourd'hui à la Chambre est d'ordre administratif, ce que son nom laisse deviner. On peut dire qu'il porte sur les rouages inhérents au régime législatif et réglementaire. Aujourd'hui, je vais parler brièvement de cette question.

À bien des égards, le projet de loi...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour partager son temps de parole?

**Des voix:** D'accord.

**M. Erin O'Toole:** Monsieur le Président, je remercie mes collègues d'avoir donné leur consentement.

Comme je le disais, monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, qui se passionne beaucoup plus que moi pour les rouages de l'État et la mise à jour des exigences législatives et des critères de rédaction des lois.

Avant d'être élu, je travaillais comme avocat. Je sais donc que les projets de loi de ce genre sont importants pour la gouvernance et la rédaction législative. Ce projet de loi contient des mesures qui permettraient de moderniser notre régime législatif et réglementaire, et la manière la plus générale d'y arriver, c'est d'avoir recours à la technique de l'incorporation par renvoi.

Le projet de loi S-2 et, plus particulièrement, la disposition sur l'incorporation par renvoi ont été étudiés par le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, qui en a fait rapport sans proposition d'amendement à la Chambre.

La technique de l'incorporation par renvoi est actuellement utilisée dans un vaste éventail de règlements fédéraux. En effet, il existe peu de domaines sous réglementation fédérale où elle n'apparaît pas dans une certaine mesure.

Le projet de loi S-2, dont la Chambre est aujourd'hui saisie, vise à permettre au gouvernement d'employer une technique de rédaction qui fait déjà partie intégrante du mode de gouvernance au Canada. Il s'inscrit également dans la tendance internationale en matière de modernisation de la réglementation — en plus, comme je l'ai déjà dit, de donner suite aux travaux des comités du Sénat et de la Chambre, notamment le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, que je tente autant que possible d'éviter durant mon mandat.

### *Initiatives ministérielles*

L'incorporation par renvoi est un moyen efficace de faire fond sur les ressources et le savoir-faire des organismes de normalisation canadiens. Le Canada a un Système national de normes qui est reconnu mondialement. L'incorporation dans la réglementation de normes, élaborées au Canada ou à l'échelle internationale, permet de tenir compte des meilleures données scientifiques et des approches les plus acceptées de manière à ce que l'application au jour le jour de la réglementation au pays repose sur une démarche moderne et rigoureuse.

En fait, il est primordial qu'on puisse se fier à cette expertise technique, qu'elle vienne du Canada ou de l'étranger, pour garantir l'accès aux connaissances techniques requises pour élaborer la réglementation.

Les témoins du Conseil canadien des normes ont été on ne peut plus clairs au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles: les normes nationales et internationales sont déjà très largement utilisées au Canada. Par divers moyens, le projet de loi fera en sorte que les autorités réglementaires puissent continuer à utiliser l'incorporation par renvoi dans notre réglementation, c'est-à-dire la capacité d'y intégrer des documents modifiés de temps à autre. Les Canadiens auront ainsi l'assurance d'être protégés par les technologies les plus récentes sans qu'il soit nécessaire de modifier la réglementation ou de systématiquement renvoyer aux versions mises à jour de documents.

Pour toutes ces raisons, l'incorporation par renvoi constitue pour les autorités réglementaires un instrument important dans la conception de notre régime de réglementation.

Le projet de loi dont la Chambre est aujourd'hui saisie établit également un juste équilibre quant à ce qui peut être incorporé par renvoi en limitant le type de documents pouvant faire l'objet d'un renvoi. De plus, seules les versions d'un document qui existent une journée donnée peuvent être incorporées au document produit par l'autorité réglementaire. Il s'agit d'un élément important qui évitera que certains cherchent à contourner le processus réglementaire, dans les cas d'incorporation de documents internes de l'État.

En plus de prévoir une assise juridique accélérée régissant l'incorporation par renvoi, le projet de loi S-2, fait important, améliore l'accessibilité. Il oblige expressément tous les organismes de réglementation à veiller à ce que les documents incorporés soient accessibles au public. Bien que cet aspect ait toujours fait partie de la common law et que les principes régissant l'accès à la justice se soient toujours appliqués dans le régime de réglementation du Canada, cette exigence sera formellement inscrite dans la loi.

Il ne fait aucun doute que le projet de loi doit améliorer l'accessibilité des documents. Il est essentiel que les documents incorporés par renvoi soient accessibles à ceux qui doivent s'y conformer. Il s'agit d'un aspect important et nécessaire qui fait donc partie du projet de loi S-2.

• (1010)

L'approche générale du projet de loi en matière d'accessibilité consiste à donner aux organismes de réglementation une certaine latitude leur permettant de prendre les mesures nécessaires pour que les divers documents soient bel et bien accessibles, peu importe leur source et leur origine canadienne ou étrangère.

Les documents incorporés par renvoi sont généralement déjà accessibles. Par conséquent, dans certains cas, aucune mesure particulière ne sera nécessaire. Par exemple, les lois provinciales sont déjà généralement accessibles. Si des règlements fédéraux incorporent par renvoi des textes législatifs provinciaux, l'exigence en

matière d'accessibilité sera donc relativement facile à respecter par l'organisme de réglementation.

Dans certains cas, il conviendra d'offrir un accès au document par l'intermédiaire de l'organisme de normalisation. Le projet de loi permettra aux administrés d'avoir accès aux documents incorporés s'ils font un effort raisonnable en ce sens. De nos jours, bien des documents leur sont facilement accessibles. Cet effort raisonnable ne devrait donc pas poser problème.

Par conséquent, le projet de loi prévoit une obligation réelle, de la part de l'autorité réglementaire, de garantir l'accessibilité, tout en permettant l'innovation, la modernité, la souplesse et la créativité.

Le projet de loi S-2 vise à autoriser expressément le gouvernement à employer une technique de rédaction des règlements qui est essentielle et efficace. En revanche, il précise les obligations que les autorités réglementaires devront respecter lorsqu'elles se serviront de cette technique. Il établit un équilibre important qui tient compte de la réalité de la réglementation moderne, tout en prévoyant l'enchaînement, dans la loi, de mesures de protection et d'accessibilité appropriées.

Cette proposition est conforme à la position que le gouvernement a adoptée depuis longtemps quant à savoir si la technique d'incorporation par renvoi peut être utilisée ou non dans la réglementation. Les autorités réglementaires seraient expressément habilitées à employer cette technique, à l'avenir, et la validité des règlements incorporant déjà des documents par renvoi serait confirmée, pourvu que le renvoi soit conforme aux conditions définies dans l'habilitation.

Le Parlement continuerait d'être en mesure de déléguer ou non le pouvoir de réglementation, et le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation continuerait d'exercer la même surveillance. Nous pensons que ce comité devrait continuer de jouer son rôle important pour s'assurer que la technique de l'incorporation par renvoi est employée conformément à l'intention du Parlement.

Depuis des années, nous utilisons avec succès l'incorporation par renvoi dans la réglementation fédérale, et l'expérience que nous avons ainsi acquise nous guidera dans l'application de la loi éventuellement adoptée. Tout indique, par ailleurs, que l'utilisation de cette technique sera essentielle à la modernisation de la réglementation canadienne de concert avec nos partenaires étrangers dans ce domaine, en particulier les États-Unis.

Le projet de loi dont nous débattons actuellement fait partie de ceux qui sont essentiels au fonctionnement de la mécanique législative et réglementaire au Canada. La promulgation du projet de loi S-2 serait une étape logique et nécessaire pour que l'incorporation par renvoi de documents de référence puisse être employée de façon responsable, c'est-à-dire en garantissant l'accessibilité de ces documents, et pour que notre réglementation soit moderne et incorpore les meilleurs documents de référence publiés dans le monde.

J'invite les députés à appuyer le projet de loi S-2, une mesure et une étape importante pour que nos lois et nos règlements soient modernes, accessibles et de la meilleure qualité qui soit.

*Initiatives ministérielles*

•(1015)

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue d'avoir ouvert le débat. Nous avons étudié cette question, il y a quelque temps, lorsqu'elle a été présentée dans le projet de loi S-12. Comme à ce moment-là — et je vais revenir sur cette préoccupation lorsque je prononcerai mon discours —, je me demande comment le cadre réglementaire général et ce projet de loi traiteraient l'incorporation par renvoi dynamique ou évolutif.

Je n'ai peut-être pas écouté assez attentivement ce qu'a dit mon collègue, mais je me demande s'il pourrait parler de la question de l'incorporation par renvoi dynamique et nous dire si le fait que le projet de loi ne fasse pas de distinction entre l'incorporation par renvoi statique et l'incorporation par renvoi dynamique poserait problème et si nous devrions avoir des règles précises pour l'incorporation par renvoi dynamique.

**M. Erin O'Toole:** Monsieur le Président, le député a peut-être donné un cours sur l'interprétation des règlements à Osgoode Hall. J'ai hâte d'entendre ses savants commentaires à ce sujet à la Chambre.

Le député a mentionné l'incorporation par renvoi dynamique. Le fait pour un gouvernement de pouvoir incorporer des documents par renvoi — et j'ai parlé des documents de partenaires provinciaux et internationaux — est un élément important du processus de modernisation législative si nous voulons tirer partie de la plus récente technologie dans nos régimes de réglementation et que les renvois soient associés aux dernières versions des documents, sans qu'il soit nécessaire de constamment modifier les règlements et d'intégrer des renvois aux derniers règlements.

Cela devient de plus en plus pratique courante dans les pays modernes comme le Canada. À bien des égards, il est important de mentionner, comme je l'ai déjà dit, la nécessité que les documents incorporés par renvoi soient raisonnablement faciles à trouver. C'est prévu dans le projet de loi et c'est conforme à la pratique antérieure du gouvernement.

**M. Mike Sullivan (York-Sud—Weston, NPD):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier le gouvernement de ne pas avoir présenté le projet de loi C-42, dont nous devions initialement débattre aujourd'hui. Il s'agit d'un projet de loi qui vise à assouplir la réglementation en matière d'armes à feu au Canada et cette semaine est mal choisie pour présenter ce genre de projet de loi. Je suis heureux que nous n'en débattions pas aujourd'hui.

Je reviens au projet de loi dont nous sommes saisis. Je suis porte-parole pour les personnes handicapées et le mot « accessible » revêt une signification particulière pour eux. Pour une personne aveugle, cela signifie que le texte est disponible en braille. Pour une personne ayant une déficience visuelle, cela signifie que les caractères et le contraste des textes en ligne leur permet de les lire. Le mot « accessible » a donc un sens différent.

Je me demande si le gouvernement peut nous dire si le mot « accessible » englobe ces notions.

**M. Erin O'Toole:** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et de son travail auprès des personnes handicapées de tout le pays.

Ce que j'ai dit dans mon discours au sujet de l'accessibilité et du fait que les documents incorporés par renvoi doivent être accessibles moyennant des efforts raisonnables, c'est qu'il s'agit d'une norme qui serait, à de nombreux égards, comme le député le sait, assez semblable à la norme juridique relative aux mesures d'adaptation

pour les personnes handicapées. Il faut fournir des mesures d'adaptation raisonnables aux gens ayant différents niveaux de capacité. C'est la norme juridique qui est en vigueur dans tout le pays.

Il est ici question de l'incorporation par renvoi de documents réglementaires. Ce n'est certainement pas une chose à laquelle les personnes handicapées sont confrontées quotidiennement, comme c'est le cas pour les problèmes d'accessibilité élémentaires. Le projet de loi prévoit cependant une norme à peu près semblable, à savoir que les personnes visées par la réglementation doivent être en mesure d'accéder aux documents incorporés par renvoi au moyen d'efforts raisonnables. Voilà le juste équilibre.

•(1020)

**M. Dan Albas (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais parler aux députés d'un aspect important du projet de loi S-2, Loi sur l'incorporation par renvoi dans les règlements.

Je tiens d'abord à remercier le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international d'avoir souligné mon enthousiasme pour le dossier du fardeau réglementaire des petites entreprises. Je suis absolument ravi de discuter de ces questions parce que le principal objectif du gouvernement est de favoriser la croissance. Le gouvernement veut favoriser la création d'emplois, la croissance et la prospérité à long terme au Canada. Or, le fardeau réglementaire fait partie des questions sur lesquelles il faut se pencher pour y parvenir.

J'aimerais notamment expliquer comment l'incorporation par renvoi dans les règlements peut aider les organismes de réglementation à élaborer des régimes de réglementation qui permettent de tirer parti de l'expertise de chefs de file en matière de normalisation au Canada et partout dans le monde.

Nous savons que le projet de loi S-2 modifierait la Loi sur les textes réglementaires afin de préciser que l'incorporation par renvoi est une technique de rédaction qui peut être employée lors de l'élaboration de la réglementation fédérale. L'incorporation par renvoi permet de faire un renvoi à un document et d'incorporer ce dernier dans la réglementation sans le reproduire.

Aujourd'hui, nous avons entendu parler de deux types d'incorporation par renvoi: l'incorporation par renvoi dynamique et l'incorporation par renvoi statique. Dans le cas de l'incorporation par renvoi dynamique, le document est incorporée dans le règlement avec ses modifications successives. Pour ce qui est de l'incorporation par renvoi statique, seule la version du document qui existe au moment de l'incorporation est incluse dans le règlement, à moins que l'on modifie le règlement.

J'aimerais revenir aux préoccupations soulevées par certains députés de l'opposition quant aux circonstances dans lesquelles on choisirait l'incorporation par renvoi évolutif, ou dynamique, ou l'incorporation par renvoi statique, ou figé. Le projet de loi S-2 vise à créer une approche pangouvernementale qui définirait les circonstances où on utiliserait l'un ou l'autre des types de renvoi. Par conséquent, pour les députés, le projet de loi clarifierait davantage les circonstances où le gouvernement utiliserait l'un ou l'autre des types de renvoi, et il établirait les conditions à respecter dans chaque cas.

Cette technique de rédaction présente différents avantages. Par exemple, elle réduit la reproduction inutile de documents comme les lois provinciales dans les cas où les régimes législatifs fédéral et provinciaux doivent être harmonisés. L'incorporation par renvoi peut ainsi faciliter la collaboration avec d'autres administrations.

### *Initiatives ministérielles*

J'aimerais aujourd'hui signaler à la Chambre l'avantage particulier de cette technique de rédaction. C'est un bon moyen de permettre au gouvernement d'avoir accès à la vaste expertise qui a été développée au Canada et ailleurs dans le monde dans une multitude de domaines qui ont une incidence sur notre économie et nos vies quotidiennes.

Lorsque le Parlement donne le pouvoir de promulguer des règlements, les parlementaires s'attendent à ce que les autorités réglementaires soient en mesure de relever divers défis complexes et changeants dans les domaines visés par les règlements qui ont été élaborés. Pensons à la complexité des domaines dans lesquels des règlements doivent maintenant être élaborés. Il y a, par exemple, les véhicules électriques, l'informatique en nuage, les instruments médicaux de pointe ainsi que la nanotechnologie. Les autorités réglementaires fédérales doivent être en mesure de s'adapter de manière efficace et efficiente aux exigences associées à la réglementation de ces secteurs d'innovation complexes.

La technique de l'incorporation par renvoi est une façon de s'adapter rapidement et efficacement à des secteurs en constante évolution. En adoptant cette mesure législative, le Parlement offrirait expressément aux autorités réglementaires des assises juridiques pour incorporer par renvoi des normes nationales et internationales qui sont élaborées par des organismes spécialisés. Même si ces normes ne sont que l'un des types de documents qui pourraient être incorporés par renvoi aux termes de la mesure législative proposée, elles méritent une attention particulière.

De nombreuses normes sont déjà incorporées par renvoi dans les règlements fédéraux, y compris les normes élaborées par l'Organisation internationale de normalisation et d'autres organisations internationales de normalisation reconnues. Un examen récent des renvois figurant dans les règlements fédéraux a montré qu'il existe près de 400 renvois à des normes établies par ces organismes spécialisés.

Je suis fier de dire que le Canada figure parmi les pays qui jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration de normes. Des centaines de normes sont élaborées au Canada dans le cadre du Système national de normes du Canada, et elles sont ensuite incorporées aux règlements fédéraux et provinciaux. Pensons par exemple aux normes élaborées par des organismes comme l'Office des normes générales du Canada, ou encore par le groupe qui est fort probablement le plus connu, en l'occurrence l'Association canadienne de normalisation.

•(1025)

Les normes élaborées par ces organismes jouent déjà un rôle clé dans la réglementation encadrant les divers secteurs au Canada. L'Association canadienne de normalisation a produit, à elle seule, 275 normes qui figurent dans les règlements fédéraux. Au total, la réglementation fédérale contient déjà plus de 800 renvois à diverses normes internationales et canadiennes. Celles-ci aident grandement les entreprises et les contribuables canadiens dans la gestion de leurs activités quotidiennes.

Le projet de loi à l'étude vise à confirmer que les organismes de réglementation peuvent continuer d'avoir recours à ces normes et peuvent, pour favoriser une élaboration efficace des règlements, continuer d'autoriser l'incorporation par renvoi dynamique.

Grâce à l'incorporation de normes par renvoi, le gouvernement tire parti d'une expertise d'envergure nationale et internationale. Il peut utiliser efficacement le travail accompli par des organismes externes spécialisés, auxquels le gouvernement contribue souvent lui-même en offrant sa propre expertise. Dans bien des cas, quand des changements sont apportés aux normes, les organismes de

réglementation doivent agir sans tarder pour que les règlements demeurent efficaces et bien adaptés. L'incorporation par renvoi dynamique est la façon la plus efficace d'atteindre ce but.

Voici ce qui se produit quand une norme est incorporée à un règlement de façon dynamique: si l'organisme de normalisation met la norme à jour pour tenir compte d'une nouvelle technologie, de nouvelles approches ou d'innovations dans un secteur particulier, les modifications apportées à la norme sont incorporées automatiquement au règlement. Il n'est donc pas nécessaire d'amender le texte réglementaire.

Le Canada dispose de l'un des meilleurs systèmes réglementaires qui soient, un système d'une grande stabilité. On produit notamment des résumés des études d'impact de la réglementation qui expliquent, en termes courants, pourquoi un règlement est requis. Le public est invité à commenter les nouveaux règlements dans presque toutes les situations, à l'exception des urgences. Dans la deuxième partie du processus, le gouvernement rend compte des commentaires qu'il a entendus et explique pourquoi la mise en oeuvre du règlement lui paraît nécessaire. En tant que parlementaire, je suis très fier de notre régime réglementaire. Notons, toutefois, que ce processus exige un certain temps.

Pourquoi l'incorporation par renvoi de normes est-elle essentielle, puisque celles-ci sont modifiées de temps à autre? Voici trois bonnes raisons: l'expertise, la capacité d'adaptation et, bien sûr, l'efficacité. D'abord, la capacité d'adopter des normes qui seront intégrées au règlement lorsqu'il y a lieu permet au gouvernement de profiter de l'expertise technique au Canada et dans le monde entier. Ensuite, l'incorporation des normes par renvoi dynamique fait en sorte que, lorsque des modifications sont apportées par des groupes d'experts, les organismes fédéraux de réglementation peuvent s'adapter immédiatement grâce au processus dynamique. Il s'agit d'un avantage de taille et dont nous devons tenir compte. Enfin, en comptant sur des organismes chargés de l'élaboration de normes, on peut ainsi utiliser plus efficacement les ressources du gouvernement. On ne devrait pas s'attendre à ce que le gouvernement tente de développer une expertise, et il ne serait pas non plus efficace de le faire, et qu'il dispose à l'interne des compétences très variées que l'on retrouve dans les comités chargés d'élaborer des normes, tant au Canada qu'à l'étranger.

Pour terminer, l'adoption du projet de loi constitue la prochaine étape nécessaire pour garantir l'accès à l'expertise technique précieuse que l'on retrouve au Canada et à l'étranger. J'invite les députés à appuyer la proposition législative, car, en fin de compte, il nous faut un moyen efficace et efficace pour garantir aux gens que nous représentons, les Canadiens, que ce soit à leur lieu de travail ou à la maison, que les lois que le gouvernement du Canada adopte accomplissent ce que le législateur a prévu. Pour ce faire, il nous faut un régime de réglementation souple.

•(1030)

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, je tiens à préciser au nom de tous les députés que vous faites du bon travail ce matin.

Le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international a raison de dire que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a renvoyé le projet de loi sans proposition d'amendement, mais celui-ci a tout de même ajouté quelque chose dans son rapport très bref. Il a indiqué ce qui suit:

Certains des témoins qui appuyaient le projet de loi S-12...

Il s'agit de la version antérieure.

*Initiatives ministérielles*

[...] ont néanmoins exprimé le souhait d'obtenir des précisions quant à sa mise en œuvre. Le comité incite le gouvernement à établir des lignes directrices en ce qui a trait à l'utilisation de l'incorporation par renvoi.

Ces lignes directrices ne sont pas expressément exigées par le projet de loi S-2. J'aimerais savoir si le député en est conscient ou s'il appuierait par ailleurs le gouvernement en vue de l'élaboration et de la publication de telles lignes directrices.

**M. Dan Albas:** Monsieur le Président, le projet de loi S-2 prévoit bel et bien un régime définissant quand il convient de recourir à l'incorporation par renvoi de type dynamique et quand il convient au contraire de recourir à l'incorporation par renvoi de type statique. Nous pourrions ainsi mieux comprendre, tous autant que nous sommes, quand cette technique de rédaction peut être utilisée.

Je dois insister sur un point: en balisant cette pratique, la mesure législative va en fait se trouver à renforcer les capacités du Parlement. Au moment où on se parle, il n'y a rien dans la loi là-dessus, ce qui peut créer de la confusion. Soyons justes. L'un des objectifs que nous poursuivons lorsque nous prenons des règlements consiste à baliser les façons de faire, à y mettre de l'ordre. C'est précisément ce que ferait le projet de loi S-2, en ce sens qu'il fournirait des outils supplémentaires aux parlementaires pour établir clairement quelles normes doivent être de type dynamique et lesquelles de type statique.

**M. Craig Scott:** Monsieur le Président, j'aimerais aussi demander à mon collègue s'il sait que, chaque fois que le projet de loi nous a été renvoyé du Sénat, autant à l'époque où il portait le numéro S-12 que maintenant qu'il porte le numéro S-2, il a été adopté par les sénateurs sans amendement. On pourrait en conclure qu'il n'a suscité à peu près aucun débat à la Chambre haute, où il a été présenté, mais ce serait se tromper. En effet, les sénateurs ont amplement débattu des problèmes que recelait le texte du projet de loi, et de nombreux témoins entendus par le comité sénatorial sont d'ailleurs venus confirmer qu'il y avait des problèmes. C'est simplement que rien dans tout ça n'a donné lieu à un amendement — en fait personne n'en a même proposé — à part la suggestion dont je parlais tout à l'heure.

J'aimerais que le gouvernement nous donne l'assurance que, lorsque le projet de loi sera renvoyé au comité de la Chambre, les préoccupations exprimées au Sénat, qui sont les mêmes que celles que nous allons entendre aujourd'hui, seront prises au sérieux, parce que le régime réglementaire joue un rôle crucial dans notre démocratie.

**M. Dan Albas:** Évidemment, monsieur le Président. C'est la raison pour laquelle nous avons deux Chambres. Le bicaméralisme permet à chacune d'entre elles de passer en revue chaque projet de loi ainsi que les suggestions ou amendements formulés par l'autre Chambre, afin d'en juger la pertinence. Le débat n'en devient que plus éclairé.

Il me tarde d'étudier ce projet de loi en comité et d'entendre les objections précises du député. Je souligne qu'il existe plus de 800 incorporations par renvoi, qui ne sont pas nécessairement conformes aux lignes directrices énoncées dans le projet de loi S-2; il est donc possible que certains problèmes surviennent simplement en raison de leur grande diversité. Avec ce projet de loi, nous tentons de codifier le tout et de fournir à la Chambre et au Sénat de principes directeurs sur l'utilisation des incorporations par renvoi dans la rédaction de textes, dans l'intérêt des Canadiens.

J'ai hâte d'entendre les questions précises du député lors de l'étude en comité et de tenir un débat approfondi sur l'incorporation par renvoi du projet de loi S-2.

●(1035)

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, je suis ravi de poursuivre la discussion sur le projet de loi S-2.

Je tiens à remercier le gouvernement pour les délibérations d'aujourd'hui. Si j'ai bien compris, nous étions censés tenir un débat à l'étape du rapport sur le projet de loi C-41, l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud. Nous savons que la députée de Saanich—Gulf Islands souhaite proposer des amendements à l'étape du rapport. Il semblerait que le débat sur le C-41 prévu aujourd'hui ait été remis afin de donner l'occasion à la députée de proposer ces amendements plus tard. Si c'est bien la raison pour laquelle le gouvernement a changé l'ordre du jour, je le remercie de ce beau geste de collégialité.

Tant le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international que l'intervenant précédent ont dit, et je paraphrase ici, qu'il s'agit d'une mesure législative d'ordre administratif qui ne vise qu'à clarifier les rouages internes de la législation et de la réglementation ou, à tout le moins, à établir des règles visant l'application de l'incorporation par renvoi. Pour la gouverne des gens qui viennent de commencer à écouter le présent débat, rappelons que l'incorporation par renvoi est, bien entendu, une technique de rédaction par laquelle un texte législatif ou réglementaire inclut un élément externe. Il s'agit d'un élément distinct de la loi ou du règlement auquel on renvoie de façon générale, mais tous les détails qu'il renferme font dès lors partie intégrante de la loi ou du règlement, et ce, même s'ils n'y sont pas expressément mentionnés.

On pourrait, par exemple, renvoyer à l'annexe d'un traité international de 10 pages ou de 100 pages. Au lieu de reproduire l'annexe, on a recours à l'incorporation par renvoi, et il est alors entendu que l'ensemble du texte de cette annexe fait partie intégrante de la loi ou du règlement qui y renvoie. Voilà ce qu'on entend par incorporation par renvoi.

Il importe de signaler que le projet de loi ne semble pas limiter les sources que l'on peut citer et incorporer par renvoi, conformément à la pratique habituelle. On peut incorporer des dispositions qui apparaissent plus loin dans le même document, des dispositions d'autres lois du même territoire de compétence ou encore des dispositions législatives en vigueur dans d'autres territoires de compétence, comme les provinces ou les territoires, et même des pays étrangers. On peut citer des dispositions législatives en vigueur au Royaume-Uni et les incorporer par renvoi. Il peut également s'agir d'accords internationaux, de normes techniques mises au point par des associations privées, et de normes techniques mises au point par des entités mixtes. Dans un monde où les organisations transnationales jouent un rôle de plus en plus important, il arrive que les organismes de normalisation aient des composantes publiques et privées, se réunissent bien loin des frontières du Canada et mettent au point des normes que nous pouvons ensuite incorporer dans notre système juridique.

Il y a deux types d'incorporation par renvoi. L'incorporation par renvoi figé signifie que l'on incorpore des dispositions telles qu'elles figurent au moment de l'incorporation. Toute modification subséquente n'est pas incorporée.

### *Initiatives ministérielles*

Il y a aussi l'incorporation par renvoi évolutif, ou dynamique, qui signifie que toute modification subséquente à l'incorporation par renvoi par l'entité responsable entraîne une modification au texte de loi qui contient le renvoi. Je répète par souci de clarté que toute modification subséquente est automatiquement incorporée dans le contexte d'une incorporation par renvoi évolutif, ou dynamique. De tels renvois apparaissent souvent dans la loi comme une disposition citant le document en question, comme par exemple l'annexe d'un traité international, et ses modifications périodiques. Ce type de libellé signifie souvent qu'il y a incorporation par renvoi.

• (1040)

Cela présente des avantages évidents. Personne à la Chambre ne dit que ce que le gouvernement essaie de faire est insensé. Au contraire, cela a beaucoup de sens. Cela évite la duplication du texte; nous n'avons pas à reproduire une multitude de dispositions dans toute la législation. Cela favorise l'uniformisation et la cohérence des normes, ce qui est de plus en plus important, non seulement pour les relations fédérales-provinciales, dans le cadre desquelles on essaie toujours d'harmoniser les lois applicables aux domaines similaires, mais également pour l'uniformisation transnationale.

Cela m'amène à parler d'un troisième avantage, à savoir l'efficacité. C'est simplement une façon plus efficace pour le gouvernement de légiférer et de réglementer, et c'est également efficace pour certains secteurs, qui dépendent de règlements en particulier, de savoir quel comportement est permis ou requis. Dans bon nombre de secteurs d'activité, une foule de spécialistes de la réglementation ont besoin d'un cadre efficace à l'intérieur duquel travailler. Le projet de loi sera probablement utile à cet égard.

J'aimerais maintenant parler des désavantages potentiels. Premièrement, chaque fois qu'il y a incorporation par renvoi, une multitude de sources doivent être consultées. On pense que tel document dit ce qu'on doit faire et, tout à coup, il y a un renvoi et on doit trouver l'autre source.

Il pourrait également y avoir des problèmes d'accès, liés au droit d'auteur. Ainsi, parfois, si on ne fait pas attention, le texte auquel il est fait référence et qui est externe au règlement ou à la disposition législative n'est pas facilement accessible. Il peut être protégé par une mesure de protection quelconque ou le droit d'auteur. Autrement dit, il n'est pas possible de le consulter et de le télécharger pour le montrer à autrui en vue de s'assurer que tout le monde est sur la même longueur d'onde.

Le troisième désavantage, c'est qu'il y a des problèmes au sein de notre fédération sur le plan de la coordination, en ce sens que les documents externes auxquels il est fait référence ne sont pas toujours disponibles dans les deux langues officielles. Il y a suffisamment de preuves pour corroborer cette réalité.

J'aimerais maintenant parler des désavantages possibles liés à l'incorporation par renvoi dynamique ou évolutif. Premièrement, il y a absence d'accessibilité. Aux termes du projet de loi S-2, l'accessibilité fait partie de la technique de réglementation ayant recours à l'incorporation par renvoi, mais on n'explique pas, dans le projet de loi S-2, comment cette technique serait mise en pratique.

Lorsque l'incorporation se fait par renvoi dynamique, un organisme externe peut modifier ses propres documents, qui sont alors modifiés automatiquement par la loi puisque l'incorporation se fait par renvoi dynamique, sans que cela fasse l'objet d'une surveillance constante. Toutefois, cela peut entraîner un grave problème car les normes peuvent changer sans que les gens ne le sachent. Autrement dit, on ne peut se fier aux normes telles qu'elles

étaient au moment de l'adoption de la réglementation, car l'incorporation par renvoi n'est pas statique; elle est dynamique.

Deuxièmement, bien distinct du problème lié à la connaissance des modifications ultérieures apportées occasionnellement par des intervenants externes et à l'accessibilité de ces changements, un autre problème se présente: la subdélégation. Il existe une règle contre la subdélégation, à un organisme externe, du pouvoir de modifier les lois adoptées par le Parlement. Je ne dirais pas qu'il s'agit d'un principe de droit constitutionnel ou administratif, mais plutôt d'un principe de bonne gouvernance démocratique. La loi, c'est une chose, mais les règlements sont ensuite pris en application de la loi adoptée par le Parlement, et subdéléguer à un organisme externe le pouvoir de les modifier soulève des principes fondamentaux au chapitre de la reddition de comptes.

• (1045)

Il est important de savoir que le comité conjoint des deux Chambres sur l'examen de la réglementation fait savoir clairement depuis un certain temps qu'il considère que l'incorporation par renvoi dynamique et la subdélégation de pouvoir qui y est associée est problématique pour la reddition de comptes, car le Parlement doit s'assurer que les modifications, potentiellement successives, incorporées par renvoi font l'objet d'un examen et d'une reddition de comptes.

Je vais citer un rapport du comité conjoint qui, je crois, date de 2007.

Le Comité mixte a toujours été d'avis que l'incorporation par renvoi d'un document externe « avec ses modifications successives » dans un règlement équivalait à une subdélégation du pouvoir réglementaire, car c'est le tiers modifiant le texte incorporé, plutôt que l'autorité investie du pouvoir de prendre le règlement, qui déterminera le contenu du règlement.

À cet égard, il est très important de noter pour quelle raison il pourrait y avoir un problème de subdélégation. Il ne faut pas se contenter de signaler les cas de subdélégation. Selon le rapport, l'incorporation par renvoi permettrait de faire référence à une série de règles établies par un organisme externe. Nous pourrions composer avec ce type de renvoi s'il est statique puisqu'au moment de l'adoption du règlement, nous saurions exactement ce qui est ajouté à la loi, étant donné que les règles telles qu'elles existent au moment de l'incorporation par renvoi seraient scrutées à la loupe par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation. Cependant, si l'on a recours au renvoi dynamique, les changements apportés ultérieurement aux règles de l'organisme externe ne seraient pas examinés par le Comité. Ces changements seraient automatiquement intégrés à la loi. En outre, d'après ce que j'ai vu, le projet de loi ne traite pas de ce problème de responsabilité bien particulier.

Pensons à tous les acteurs du secteur privé — comme les conseils de normalisation, les multinationales du secteur bancaire ou les organismes de protection des consommateurs — qui établissent des normes auxquelles des modifications sont apportées de temps à autre: du jour au lendemain, en raison de l'incorporation par renvoi dynamique, toutes leurs normes pourraient être intégrées à des lois. Ce type d'incorporation crée des problèmes d'accessibilité pour les intervenants du secteur industriel, qui doivent être mis au courant si le contenu des normes a été modifié. Fait plus important encore, l'incorporation par renvoi dynamique crée des problèmes de responsabilité dans la mesure où le Parlement n'aurait pas de droit de regard sur les changements apportés à ces normes, à moins que l'on mette en place de nouveaux mécanismes à cet effet. Si j'ai bien compris, le projet de loi S-2 ne prévoit pas la mise en place de tels mécanismes.



*Initiatives ministérielles*

La question de la surveillance parlementaire est vraiment importante quand on sait que la pratique utilisée — qui, d'une certaine façon, serait codifiée en vertu du projet de loi — n'est pas toujours celle à laquelle ont recours les autres administrations dont nous pourrions nous inspirer. Des provinces comme l'Ontario ou le Manitoba et des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui, trop souvent, semblent être plus avancés que nous sur le plan de la réforme de la gouvernance parlementaire, disposent de lois qui limitent le recours à l'incorporation par renvoi évolutif à des cas bien précis. Par conséquent, ces administrations savent qu'il faut mettre en place un cadre plus restreint pour ce qui est de l'incorporation par renvoi évolutif. Cependant, il ne semble pas que le gouvernement ait tenu compte de cette approche dans le projet de loi S-2. En effet, autant que je puisse en juger, le projet de loi S-2 n'établit pratiquement aucune distinction entre l'incorporation par renvoi évolutif et l'incorporation par renvoi dynamique.

Enfin, je pense qu'il est important de revenir à un point que j'ai soulevé lors de la période des questions et observations qui a fait suite au discours du dernier intervenant. J'ai alors signalé que le Sénat avait largement débattu de cette question. Des préoccupations ont été exprimées, et celles-ci étaient assez semblables à celles que j'ai soulevées. En outre, le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a publié un rapport sur le projet de loi S-2 qui ne recommandait pas d'amendements. Ce rapport — bien qu'il représente manifestement l'opinion de la majorité, que je présume être constituée de sénateurs conservateurs — comportait le message suivant:

Certains des témoins qui appuyaient le projet de loi S-12 ont néanmoins exprimé le souhait d'obtenir des précisions quant à sa mise en œuvre. Le comité incite le gouvernement à établir des lignes directrices en ce qui a trait à l'utilisation de l'incorporation par renvoi.

Il s'agit d'une recommandation mineure, mais, selon moi, c'est aussi une recommandation minimale. Je pense que le gouvernement est moralement tenu d'élaborer ces règlements si, à la fin de ce processus à la Chambre des communes, il refuse toujours d'intégrer des garanties législatives qui tiendraient compte des problèmes que j'ai soulevés.

● (1050)

À tout le moins, il faut des directives pour mieux cerner les situations où le gouvernement pourrait faire appel à l'incorporation par renvoi dynamique et pour préciser très clairement ce qu'il entend par l'« accessibilité » de documents externes, une notion que ne définit pas le projet de loi S-2.

Le député d'York-Sud—Weston a posé une excellente question à propos de l'accessibilité pour les personnes handicapées. Il y a l'accessibilité linguistique, il y a les notions de droit d'auteur et il y a la question fondamentale d'un éventuel devoir de l'État, à l'ère d'Internet, de regrouper en un seul endroit tous les documents externes faisant l'objet d'un renvoi. Il serait très facile de créer un site gouvernemental centralisé fournissant un hyperlien vers chaque document externe qui fait l'objet d'un renvoi en précisant le règlement où la loi concernés. Une équipe de fonctionnaires serait chargée de systématiquement tenir les hyperliens à jour pour éviter que ceux-ci soient brisés ou mènent à une version désuète.

Le gouvernement devrait au minimum envisager un système de ce genre, qui correspond pour le moins à l'objectif des conservateurs, c'est-à-dire un projet de loi minimaliste et pas trop rigide. Je préférerais un projet de loi plus normatif, mais je demande aux conservateurs d'au moins tenir compte de ce qui s'apparente à une recommandation de la part du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles: élaborons des directives en

ce sens et, en parallèle, créons un portail Internet centralisé, comme je le propose.

Revenons maintenant aux observations que j'ai moi-même formulées en février 2013. Comme je l'ai déjà dit, nous avons déjà été saisis du même projet de loi, à peu de choses près, avant la dernière prorogation. En février 2013, j'ai eu le privilège d'intervenir à son sujet. Je recommande d'ailleurs à quiconque suit le présent débat de prendre le temps de lire les discours extrêmement éclairés qu'ont alors prononcés les députées de Gatineau et d'Hamilton Mountain, qui y ont relevé certains des problèmes que pose le projet de loi.

Voici quelques-uns des principaux arguments que j'ai soulevés. Je me répète un peu, mais je pense m'être peut-être mieux exprimé à ce moment-là. Je tiens donc à résumer mes propos.

Essentiellement, le gouvernement voudrait nous faire croire que, bien qu'important, le projet de loi S-2, qui est le même que l'ancien projet de loi S-12, n'est rien d'autre qu'une mesure d'ordre administratif. Pour ce faire, les conservateurs nous expliquent qu'ils se contentent de codifier une technique de rédaction réglementaire — l'incorporation par renvoi — qui existe déjà, et prétendent que leur projet de loi rendra tout simplement le cadre législatif plus clair et qu'il sert ainsi la primauté du droit.

Même si, à l'époque, les journalistes avaient eux aussi dit qu'il s'agissait d'un projet de loi d'ordre administratif, je ne suis pas sûr qu'ils aient bien compris que cette mesure législative nous revient aujourd'hui sous une autre forme. Le projet de loi S-2 est tout sauf inoffensif.

En tant qu'ancien professeur de droit et en tant que porte-parole de l'opposition officielle en matière de réforme démocratique et parlementaire, je suis d'avis que ce projet de loi pourrait nuire à la réforme démocratique. Il pourrait également aller à l'encontre du principe de gouvernement responsable. En fait, il donnerait carte blanche à l'exécutif, qui pourrait avoir recours à l'incorporation par renvoi de type dynamique sans aucune contrainte digne de ce nom ou presque.

La réglementation serait modifiée d'office lorsque l'organisme externe — qui n'a aucun compte à rendre au Parlement — réviserait le document qui y est incorporé par renvoi. Les changements ainsi apportés auraient automatiquement force de loi, sans que l'État canadien, et encore moins le Parlement, aient quoi que ce soit à faire. Quant au Comité mixte permanent d'examen de la réglementation — qui réunit des députés et des sénateurs —, il ne serait jamais appelé à les étudier. En effet, dès lors que les modifications proviennent de l'extérieur, si le document externe qui est incorporé par renvoi à un règlement est mis à jour, le règlement serait lui aussi mis à jour sans que les modifications soient soumises au comité mixte.

● (1055)

Cela pose un énorme problème de responsabilité, d'autant plus que, comme nous le savons, une des fonctions du comité mixte d'examen de la réglementation est de vérifier la conformité avec la Charte. On peut très facilement imaginer comment, dans certains secteurs, un organe externe qui n'a pas à se préoccuper du cadre constitutionnel pourrait apporter des changements qui, s'ils sont incorporés automatiquement par renvoi, pourraient engendrer des problèmes de non-conformité avec la Charte.

### *Déclarations de députés*

Je ne dis pas que cela se produirait dans la plupart des cas. La plupart du temps, la fonction d'harmonisation des dispositions codifiées prévaudrait, mais il y a des problèmes fondamentaux sur le plan de la responsabilité, et on peut imaginer des cas où l'absence de responsabilisation du Parlement entraînera un recul de la démocratie.

**M. Dan Albas (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC):** Monsieur le Président, je suis très heureux de débattre ce projet de loi avec le député aujourd'hui.

À vrai dire, je trouve la situation quelque peu ironique. Je vais donc faire un commentaire, puis poser une question. Les arguments du député et de son parti reposent sur le contenu des débats qui ont eu lieu au Sénat. Or, ces députés ne sont pas en faveur du bicaméralisme. Ils sont contre le Sénat. Je trouve ironique qu'ils invoquent ses préoccupations très vagues.

J'aimerais revenir à la question de l'accessibilité. J'aimerais informer le député que tous les règlements du gouvernement du Canada sont publiés en anglais et en français. Ils peuvent tous être consultés en ligne. Un électeur de ma circonscription, M. Ken Westlake, est aveugle. Il est absolument ravi que le gouvernement ait rendu le site Web si facile d'accès qu'il peut utiliser un logiciel gratuit ou bon marché pour parcourir les documents gouvernementaux. Nous devrions nous en réjouir à la Chambre.

J'ai une question pour le député. Un grand nombre des documents de normalisation dont il parle sont très techniques, par exemple, les codes de l'électricité. Je considère le député comme un homme instruit et très intelligent. Toutefois, si nous lui présentions un manuel technique aussi long et détaillé, en ce qui concerne l'accessibilité, force est de constater que seules les personnes formées et versées dans ce domaine technique très pointu pourraient le comprendre.

J'aimerais savoir ce que le député pense de l'accessibilité dans ce contexte.

**M. Craig Scott:** Monsieur le Président, mes observations sur l'accessibilité demeurent les mêmes. Je ne demande absolument pas mieux que de féliciter le gouvernement s'il a effectivement amélioré l'accessibilité des dispositions législatives et des règlements.

Là n'est toutefois pas la question. Le problème, c'est la disponibilité des documents externes. La question est de savoir si ces documents sont disponibles dans les deux langues officielles et, dans un cas comme celui de M. Westlake, s'il est ingénieur électricien par exemple, s'ils sont aussi accessibles pour lui.

Ce sont deux choses qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre. L'accessibilité dont il est question est celle des documents externes, pas celle des règlements en soi ou des dispositions législatives.

**Le Président:** Il restera du temps pour des questions et des observations après la période des questions, mais nous laissons cela de côté pour le moment.

---

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LE DIWALI

**L'hon. Deepak Obhrai (Calgary-Est, PCC):** Monsieur le Président, hier, dans le monde entier, des gens ont célébré la fête des lumières, mieux connue sous le nom de Diwali.

Le Diwali symbolise la victoire de la lumière sur l'obscurité. Comme l'a dit le premier ministre le 18 octobre, lors de la 14<sup>e</sup> célébration nationale du Diwali à Toronto, beaucoup d'endroits

dans le monde sont dans l'obscurité et c'est précisément pour cela que nous devons célébrer le Diwali. Cette fête nous rappelle que la lumière dissipe toujours l'obscurité et que la vérité l'emporte toujours sur l'ignorance et sur la peur.

Lors de la 14<sup>e</sup> célébration nationale du Diwali organisée cette année par des temples de toute la région du Grand Toronto, tenue devant plus de 1 000 personnes, le premier ministre et les autres invités ont allumé les lampes diya pour symboliser la victoire de la lumière sur l'obscurité.

Mercredi, pendant un bref moment, l'obscurité est tombée sur la capitale et sur le Parlement. Grâce au rôle collectif joué par les Canadiens, la lumière brille de nouveau.

Nos pensées et nos prières accompagnent la famille et les amis du caporal Nathan Cirillo et de l'adjudant Patrice Vincent.

Je souhaite à tout le monde un joyeux Diwali.

\* \* \*

● (1100)

[Français]

## POSTES CANADA

**Mme Francine Raynault (Joliette, NPD):** Monsieur le Président, la livraison du courrier à domicile est un service de proximité qui renforce nos communautés et favorise une meilleure inclusion des personnes âgées ou à mobilité réduite dans notre société.

Mardi dernier, le local 290 du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a invité les citoyens et les citoyennes de Joliette à participer à une action pour exprimer leur mécontentement de voir disparaître ce service. Les membres du syndicat vont livrer des cartes postales à la porte des citoyens et ceux-ci pourront les retourner à mon bureau. Cela me fera plaisir de les accueillir.

Des compressions dans le service de livraison à domicile ont été annoncées à Joliette, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul et Saint-Pierre. Ces gens n'obtiendront plus de livraison de courrier dans quelques mois.

\* \* \*

[Traduction]

## LES ÉVÉNEMENTS DU 22 OCTOBRE 2014

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, je voudrais parler d'un événement qui s'est produit mardi et qui a un lien avec le crime méprisable de mercredi.

Mardi, de nombreux députés se sont rendus à Rideau Hall pour rendre hommage à 45 personnes décorées de la Médaille de la bravoure.

Après la cérémonie, un collègue libéral m'a offert de me ramener en voiture au Parlement, et nous avons échangé sur les actes extraordinaires posés par ces personnes. Nous nous sommes dit que peu de gens sont mis à l'épreuve de cette façon et qu'il est difficile de savoir comment on réagirait si on se trouvait dans une situation semblable.

En fin de compte, notre conversation avait un caractère étonnamment prémonitoire.

Je tiens à souligner l'héroïsme de nombreuses personnes à Ottawa, au cours des événements de mercredi: les passants qui sont venus à l'aide du caporal Nathan Cirillo, les membres des organismes de sécurité, nos collègues qui étaient prêts à se battre et les gens qui sont venus offrir leur réconfort. Je voudrais féliciter tout le personnel du Parlement, depuis les interprètes dans les cabines de la Chambre des communes jusqu'aux centaines de personnes qui, confinées dans leurs bureaux, sont demeurées professionnelles et calmes.

Nous avons la chance de vivre au Canada, où ces incidents sont inhabituels. Nous avons été témoins du courage et de la dignité dont les Canadiens sont capables de faire preuve.

\* \* \*

#### LE SERVICE DE POMPIERS VOLONTAIRES DE MARYSTOWN

**Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.):** Monsieur le Président, je souhaite féliciter le service de pompiers volontaires de Marystown, situé dans ma circonscription, Random—Burin—St. George's.

Dystrophie musculaire Canada l'a nommé service d'incendie de l'année 2013-2014 pour la région de l'Atlantique. Cet honneur a été décerné à un service qui prend très au sérieux ses efforts pour combattre la dystrophie musculaire.

Dans le Canada atlantique, environ 145 services d'incendie recueillent des fonds destinés à la lutte contre la dystrophie musculaire. L'année dernière, le service de pompiers volontaires de Marystown a organisé quatre collectes de fonds pour aider les patients atteints de dystrophie musculaire, et depuis 1983, il a amassé près de 70 000 \$ pour cette noble cause.

Dystrophie musculaire Canada sert 10 000 clients, dont 200 se trouvent à Terre-Neuve-et-Labrador. Cependant, l'organisme estime qu'environ 50 000 personnes souffrent de dystrophie musculaire au Canada.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour remercier le service de pompiers volontaires de Marystown du travail qu'il fait au nom de Dystrophie musculaire Canada, et pour remercier tous les pompiers volontaires qui recueillent de l'argent pour cette cause et d'autres causes très nobles.

\* \* \*

#### LE DRAPEAU NATIONAL DU CANADA

**Mme Eve Adams (Mississauga—Brampton-Sud, PCC):** Monsieur le Président, la deuxième diaspora hongroise en importance dans le monde occidental, après celle des États-Unis, vit au Canada.

En octobre 1956, remplie d'espoir et animée d'un profond désir de liberté, ma famille s'est jointe à des milliers d'autres familles hongroises qui ont déclenché une révolution afin de lutter contre l'oppression communiste.

Les chars d'assaut soviétiques ont mis fin à cette révolution. Des gens ont été massacrés, et pendant des décennies, il n'y a pas eu de justice.

#### Déclarations de députés

C'est une histoire que je raconte à mon fils, Jeffrey.

Certains membres de ma famille ont été emprisonnés pendant des jours à cause d'une erreur sur la personne, tandis que d'autres ont eu la chance de pouvoir fuir immédiatement en France, aux États-Unis et au Canada. D'autres membres de ma famille ont quant à eux dû subir l'oppression soviétique pendant des décennies, jusqu'à ce qu'ils puissent quitter le pays.

J'ai beaucoup de chance d'être née au Canada, où certaines valeurs, comme les droits de la personne et la primauté du droit, sont profondément ancrées dans les fondements de notre pays.

Mercredi, nous avons aussi souligné le cinquantième anniversaire du choix du nouveau drapeau canadien. Pour ma famille, ce drapeau est un fier symbole de liberté. Sous ce drapeau, réaffirmons l'amour que nous portons à notre pays et réfléchissons aux possibilités qui sont offertes à tous les Canadiens dans cette nation forte et libre.

\* \* \*

[Français]

#### LE NOUVEL AN DE L'HÉGIRE

**Mme Djaouida Sellah (Saint-Bruno—Saint-Hubert, NPD):** Monsieur le Président, à l'occasion du nouvel an de l'Hégire, je tiens à adresser à tous les musulmans et à toutes les musulmanes mes vœux de prospérité, de bonheur et de santé. Dans un contexte national et international lourd, il est primordial de contribuer à la diffusion de messages de paix autour de nous.

Je les invite à profiter de ce moment privilégié au sein de leurs proches pour réfléchir à la façon de rendre notre société plus juste, plus inclusive et pacifique. Enfin, ayons aussi une pensée pour les proches du caporal Nathan Cirillo. N'oublions pas les sacrifices quotidiens que les membres des forces armées et leurs proches font pour nous. Ensemble, nous devons continuer à protéger nos institutions et à travailler pour améliorer notre société.

[La députée s'exprime en arabe.]

\* \* \*

●(1105)

[Traduction]

#### LA SOLIDARITÉ CANADIENNE

**M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC):** Monsieur le Président, c'était hier le Diwali et le Bandi Chhor Divas, une journée normalement consacrée aux célébrations dans la communauté sud-asiatique. Mais au lieu de célébrer, cette année, des membres de la communauté ont manifesté leur chagrin et leur soutien.

Dans un geste de solidarité inspiré par le comité du gurdwara de l'Ontario, le centre Guru Nanak et le centre spirituel sikh de Toronto ont annulé les célébrations et les feux d'artifice qui devaient avoir lieu.

Partout au pays, et particulièrement dans ma ville, Brampton, les membres de la communauté sud-asiatique lancent un message clair et constant: la communauté est solidaire des Canadiens et du gouvernement; l'intimidation ne gagnera pas.

Nous lutterons ensemble contre le terrorisme ici et à l'étranger.

Sur une note plus importante encore, nos pensées accompagnent la famille de Patrice Vincent et celle du caporal Nathan Cirillo en ces moments difficiles.

*Déclarations de députés***LES FORCES ARMÉES CANADIENNES**

**M. Royal Galipeau (Ottawa—Orléans, PCC):** Monsieur le Président, depuis 200 ans, il n'y a pas eu de guerre sur notre territoire. Sans être pour autant une nation pacifiste, nous avons été un pays où règne la paix.

[Français]

Des gens des quatre coins du monde frappent à notre porte pour devenir Canadiens.

[Traduction]

Toutefois, au cours de la dernière semaine, deux jeunes hommes nés et élevés au Canada, mais malheureusement radicalisés, ont rejeté avec violence nos valeurs et, lors de deux attentats distincts dans deux régions du pays, l'un a tué lâchement l'adjudant Vincent, et l'autre, le caporal Cirillo.

Nous siégeons à la Chambre à titre temporaire, et notre mérite est également limité. Nous devons plutôt cette institution à nos courageux militaires qui, chaque jour, avec vigueur et détermination, risquent leur vie dans le cadre de conflits armés un peu partout dans le monde, même lorsqu'ils sont en période d'entraînement.

[Français]

Jusqu'à cette semaine, personne n'aurait cru que le danger menaçait aussi ceux qui montent la garde devant la Tombe du Soldat inconnu ou qui marchent simplement dans un stationnement de banlieue.

[Traduction]

Rendons hommage à ceux et celles qui défendent courageusement notre liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Nos hommages et notre appui doivent également aller aux anciens combattants.

\* \* \*

[Français]

**LE SYNDROME DE STRESS POST-TRAUMATIQUE**

**M. Tyrone Benskin (Jeanne-Le Ber, NPD):** Monsieur le Président, nous avons vécu une situation troublante cette semaine. Cela me rappelle l'importance de bien prendre soin des individus qui sont au service de notre pays. Je pense notamment aux anciens combattants et aux policiers de la GRC.

Malheureusement, les fonds disponibles pour les aider dans une situation de stress post-traumatique ne sont pas suffisants. Chaque jour, nos forces font face à de graves dangers et mettent leur vie en péril. Ils méritent notre plein appui.

[Traduction]

Le temps est venu d'aider les personnes qui souffrent des effets débilissants du trouble de stress post-traumatique. Ils nous ont protégés. C'est maintenant à notre tour de les protéger. Nous devons tenir compte des dures épreuves que les militaires ont traversées. Nous devons défendre ces hommes et femmes courageux qui portent l'uniforme. Ne méritent-ils pas notre appui le plus complet?

\* \* \*

• (1110)

**LA JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA POLIO**

**Mme Lois Brown (Newmarket—Aurora, PCC):** Monsieur le Président, nous soulignons aujourd'hui la Journée mondiale contre la polio, et les Canadiens ont de quoi être fiers, parce que le Canada a toujours été et demeure un allié de taille dans la lutte que mène le

monde pour éradiquer la polio. En 1988, quand l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite a vu le jour, 350 000 enfants de 125 pays devenaient paralysés chaque année à cause de cette maladie. Le Canada était au premier plan des efforts visant à éradiquer la polio. Il a même été le premier pays à contribuer financièrement à l'initiative. Nous avons parcouru 99 % du chemin, et nous voyons enfin la lumière au bout du tunnel.

L'an dernier, le premier ministre a confirmé le soutien du Canada en s'engageant, à l'occasion du Sommet mondial sur les vaccins, à investir 250 millions de dollars sur six ans. Grâce à la détermination farouche avec laquelle le Canada cherche à éradiquer la polio, des centaines de milliers d'enfants, vivant souvent dans des endroits éloignés, défavorisés et dangereux de la planète, ont pu être immunisés.

Personne ne devrait souffrir d'une maladie pour laquelle il existe un remède simple. Le Canada poursuivra ses efforts et finira par vaincre la polio.

\* \* \*

**LE CENTRE DE SANTÉ INTERCOMMUNAUTAIRE DE LONDON**

**Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, le Centre de santé intercommunautaire de London, en Ontario, célébrera son 25<sup>e</sup> anniversaire le 6 novembre prochain. Ce centre de santé communautaire fournit des soins de santé et des services sociaux de façon équitable et inclusive à des gens qui ont du mal à obtenir des soins.

Le centre concentre ses efforts sur les immigrants, les gens vivant dans la pauvreté, les gens aux prises avec des problèmes complexes de santé mentale, ainsi que sur les aînés et les jeunes. Trop souvent, ces membres de notre collectivité ont beaucoup de difficulté à obtenir les soins dont ils ont besoin.

Je profite de l'occasion pour exprimer mon appui au Centre de santé intercommunautaire de London, qui fait de l'excellent travail pour les gens les plus vulnérables de London. Nous remercions les professionnels de la santé et les bénévoles du dévouement et de la générosité dont ils font preuve dans cette tâche.

J'invite mes collègues à se joindre à moi et aux habitants de London pour célébrer 25 années remarquables consacrées à prodiguer des soins à la collectivité et à aider des gens à surmonter les obstacles qui les empêchent d'obtenir des soins.

\* \* \*

**LES FORCES ARMÉES CANADIENNES**

**M. Rob Clarke (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC):** Monsieur le Président, je suis fier de constater que la Chambre est restée inébranlable et ferme pendant la récente attaque que notre institution a subie. Cette volonté, cette force et cette persévérance sont les qualités que l'on retrouve dans nos Forces canadiennes. Ces qualités se reflètent dans leur sens du devoir et leur dévouement envers la défense des valeurs qui sont chères aux Canadiens.

Malgré les récentes attaques contre nos hommes et femmes en uniforme, les Canadiens de l'ensemble du pays sont solidaires des Forces canadiennes. Comme l'a dit le premier ministre, nous ne nous laisserons pas intimider par les actions d'un lâche. Ce n'est pas dans les habitudes des Canadiens.

Je remercie les courageux hommes et femmes des bases militaires au Canada et à l'étranger de leurs efforts formidables et de leur dévouement envers la liberté, la démocratie et la primauté du droit.

Les Forces armées canadiennes se portent à la défense du Canada, et je n'ai aucun doute que nous les appuierons tous.

\* \* \*

### LE DIWALI

**M. Frank Valeriotte (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des prochains jours, des familles et des amis se réuniront aux quatre coins du Canada pour décorer leurs maisons, allumer des diyas, partager des repas, échanger des cadeaux et se délecter de tout ce que le Diwali, le festival des lumières, a à offrir.

Ils se réuniront dans leur foyer pour glorifier la bonté et la paix et pour célébrer le triomphe du bien sur le mal, une aspiration des plus fondamentales.

Dans des moments comme ceux que nous vivons actuellement, où des gens cherchent à menacer notre liberté et notre sécurité, il faut absolument se rappeler que la lumière triomphera sur les ténèbres, que le bien vaincra le mal et que l'intelligence l'emportera sur l'ignorance.

Le Canada est riche de cultures et de patrimoines et de festivals et de traditions, et la joie des gens qui participent à ces célébrations nourrit notre société. De plus en plus de Canadiens célèbrent le Diwali, et, ensemble, nous réaffirmons alors nos valeurs communes et nous honorons la lumière.

Au nom de mes collègues libéraux et de tous les députés, je souhaite un joyeux Diwali à tous les Canadiens qui célèbrent le festival des lumières.

\* \* \*

[Français]

### PATRICE VINCENT

**M. Robert Goguen (Moncton—Riverview—Dieppe, PCC):** Monsieur le Président, je suis fier d'exercer mon droit démocratique à titre d'élu de la circonscription de Moncton—Riverview—Dieppe. C'est pour ce droit que nos pères fondateurs, nos vétérans et nos courageux hommes et femmes qui portent notre uniforme se sont battus et continuent de se battre.

Il est survenu une tragédie à Saint-Jean-sur-Richelieu au début de la semaine dernière, qui a entraîné la mort violente et soudaine de l'adjudant Patrice Vincent. Membre dévoué de nos forces durant 28 ans, l'adjudant Vincent a servi avec dignité et bravoure.

Des hommes et des femmes courageux risquent leur vie tous les jours pour défendre nos libertés.

• (1115)

[Traduction]

Ils revêtent leur uniforme en sachant qu'ils défendent les valeurs pour lesquelles nos prédécesseurs se sont battus.

J'offre mes condoléances à la famille Vincent en ces temps difficiles, et crois que je parle au nom de tous les Canadiens, députés et autres. Nous sommes de tout coeur avec cette famille.

Que Dieu bénisse les forces canadiennes et tout ce que les militaires font chaque jour pour protéger le Canada.

\* \* \*

### LES ÉVÉNEMENTS DU 22 OCTOBRE 2014

**M. Paul Dewar (Ottawa—Centre, NPD):** Monsieur le Président, mercredi, de simples passants se sont précipités auprès du corps blessé du caporal Nathan Cirillo, exécutant désespérément des manoeuvres de réanimation cardiaque et le priant de tenir bon.

### Questions orales

Barbara Winters, une avocate d'Ottawa, lui disait: « Vous êtes aimé. Votre famille vous aime. Vous êtes un homme bon. Vous êtes un homme courageux. »

Nous sommes déchirés par ce meurtre d'un jeune père, qui assurait, sans arme, la garde d'honneur.

Margaret Lerhe, une infirmière, a également volé au secours du caporal Cirillo. Tandis que nous tentons de comprendre cette tragédie, laissons-nous guider par ses paroles. Elle a dit: « Je crois simplement qu'il s'agit de faire ce qui s'impose en situation d'urgence. »

« Nous ne pouvons laisser cela nous atteindre. Nous ne pouvons laisser cela dicter ce que nous sommes et quelles sont nos valeurs fondamentales. »

Au nom de la Chambre, je tiens à remercier Margaret Lerhe, Barbara Winters, et tous les simples citoyens qui, dans cette situation d'urgence, ont su démontrer le meilleur de notre collectivité et de notre pays.

\* \* \*

### PATRICE VINCENT ET NATHAN CIRILLO

**M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, PCC):** Monsieur le Président, ce fut une semaine sans pareille dans l'histoire du Canada. Nous avons été témoins de deux attaques ayant pour but de nous terroriser sur le sol canadien et nous pleurons deux courageux Canadiens qui sont morts cette semaine.

L'adjudant Patrice Vincent, assassiné dans un délit de fuite prémédité, a servi son pays avec distinction pendant 28 ans. Mercredi, mon concitoyen d'Hamilton, le caporal Nathan Cirillo, a été assassiné dans l'attaque perpétrée dans cette enceinte et au Monument commémoratif de guerre du Canada. Le caporal Cirillo était un jeune père remarquable. Il a été tué en servant son pays devant le monument qui honore les soldats comme lui.

J'aimerais remercier tous les Canadiens d'avoir manifesté en si grand nombre leur empathie, plus particulièrement au manège militaire de la rue James, où le régiment du caporal Cirillo est basé, y compris la communauté musulmane d'Hamilton, qui y a déposé une couronne hier après-midi.

Même si notre pays a été indéniablement changé par les événements de cette semaine, rappelons-nous les mots que le premier ministre a prononcés mercredi soir. Soyons clairs. Nous, en tant que Canadiens, ne nous laisserons jamais intimider. Nous continuerons d'être un modèle de liberté, de démocratie et de droits de la personne pour le monde entier. Il n'y a pas de meilleur héritage que nous puissions transmettre en souvenir de l'adjudant Patrice Vincent et du caporal Nathan Cirillo.

Que Dieu bénisse leur famille en cette période de deuil et que Dieu bénisse le Canada.

## QUESTIONS ORALES

[Français]

### LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD):** Monsieur le Président, nous avons tous vécu les événements tragiques de cette semaine.

*Questions orales*

Pour répondre à ces événements tragiques, on doit avoir une approche qui permet à la fois de protéger les libertés civiles et la sécurité des Canadiens. Il s'agit des deux responsabilités fondamentales de notre Parlement.

Quel est le plan de ce gouvernement pour faire face à ce défi?

[Traduction]

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de sa question. Les attaques perpétrées cette semaine contre les Forces armées canadiennes et contre nos institutions gouvernementales nous ont brutalement rappelé que nous ne sommes pas à l'abri de la menace terroriste. Nous sommes confrontés aux mêmes problèmes que nos alliés.

Il est aussi important de signaler que, en tant que Canadiens, nous avons à coeur certaines valeurs comme la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Par conséquent, la mesure législative qui sera déposée au cours des prochaines semaines en réponse aux récents événements proposera des méthodes adéquates qui tiennent compte à la fois de la menace et des valeurs de notre pays.

**M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD):** Monsieur le Président, je remercie le gouvernement de sa réponse, mais j'aimerais être bien clair. Notre réaction aux événements tragiques de la semaine doit être préparée de manière prudente et réfléchie, dans un esprit de collaboration. Nous avons bien entendu le devoir de suivre les conseils des autorités responsables de la sécurité et de consulter les Canadiens, mais nous devons aussi veiller à ce que les mesures que nous prendrons assurent la sécurité publique et protègent les libertés civiles.

Le gouvernement est-il prêt à tenir de véritables consultations avec tous les partis de la Chambre et à préserver les valeurs canadiennes fondamentales?

• (1120)

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, comme l'a dit le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, le gouvernement veillera à ce que les organismes de sécurité nationaux disposent des outils qu'il leur faut pour traquer les terroristes, aussi bien à l'étranger qu'en territoire canadien.

À ce sujet, n'oublions pas qu'un projet de loi en ce sens sera présenté incessamment à la Chambre. Tous les partis pourront alors débattre vigoureusement de la question.

Comme vous le savez, monsieur le Président, le terrorisme fait planer une menace aussi complexe que vague. Aujourd'hui plus que jamais, un extrémiste ou un groupe radicalisé d'extrémistes motivés ayant accès à des moyens technologiques peut causer des préjudices majeurs au Canada, même à des milliers de kilomètres de distance. C'est pourquoi nous présenterons le projet de loi.

**M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD):** Monsieur le Président, nous appelons à la consultation. Les événements survenus ne doivent pas créer de clivage. Les Canadiens croient en leur pays, un pays inclusif qui puise sa force dans la tolérance et la diversité.

La communauté musulmane canadienne et l'ensemble des Canadiens dénoncent d'une même voix les gestes aussi lâches qu'ignobles d'un individu dérangé. Faisons en sorte qu'aucune communauté, qu'aucun groupe au Canada ne devienne la cible de haine et de violence.

Que fait le gouvernement pour tendre la main à nos concitoyens musulmans, d'un océan à l'autre?

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, il est important de prendre bonne note des commentaires du député de l'opposition. Il va sans dire que nous devons absolument empêcher la propagation de la haine au pays. Dans le cas d'attentats terroristes et d'autres incidents du genre, nous devons aussi nous concentrer sur les individus qui ont commis ces atrocités à l'étranger ou ici, au Canada.

Je tiens à remercier le député de sa question.

[Français]

**Mme Françoise Boivin (Gatineau, NPD):** Monsieur le Président, à Ottawa et à Saint-Jean-sur-Richelieu, des militaires portant leur uniforme ont été pris pour cible. Ici, comme à l'étranger, on craint pour leur sécurité.

Les autorités du ministère de la Défense nationale ont donc ordonné que nos hommes et nos femmes en uniforme ne les portent pas en public.

Est-ce que le ministre peut nous donner plus d'information sur la portée de cette consigne?

[Traduction]

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. En tant qu'ancien militaire, je sais que les membres des Forces armées canadiennes sont extrêmement fiers de porter l'uniforme.

Le gouvernement est persuadé que les dirigeants des Forces armées canadiennes prendront les décisions qui sont dans l'intérêt de leurs membres.

\* \* \*

[Français]

## LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Mme Françoise Boivin (Gatineau, NPD):** Monsieur le Président, la Presse Canadienne rapporte qu'un employé du consulat canadien en Turquie a été hospitalisé après avoir ouvert un colis suspect. Des colis semblables auraient été envoyés aux consulats de l'Allemagne et de la Belgique.

Le ministre des Affaires étrangères peut-il nous donner plus de détails sur cette affaire qui a forcé la fermeture du consulat?

[Traduction]

**L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. Avant la période des questions, j'ai expliqué la situation aux porte-parole du Parti libéral et du NPD en matière d'affaires étrangères. Un colis suspect contenant de la poudre jaune a été envoyé à la mission canadienne à Istanbul. Des colis semblables ont aussi été expédiés dans d'autres missions étrangères.

Par mesure de précaution, la personne qui a ouvert le colis reçoit actuellement des soins médicaux. Nous ne savons pas si cela est nécessaire, mais il vaut mieux faire preuve de prudence. Nous avons fermé la mission jusqu'à ce qu'il soit possible d'assurer la sécurité du personnel qui y est affecté.

Je serais très heureux de fournir de plus amples renseignements à la députée d'en face si elle le désire.

## LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.):** Monsieur le Président, il y a deux semaines, le ministre a révélé au comité que 80 individus sont revenus au Canada après avoir participé à des activités terroristes à l'étranger. Aux termes de l'article 83.181 du Code criminel, devenu loi après l'adoption de la Loi sur la lutte contre le terrorisme, ils ont commis une infraction criminelle. Pourquoi n'ont-ils pas été accusés?

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, comme le sait le député, les forces de l'ordre présentent ce genre de demandes et le gouvernement est, bien sûr, toujours disposé à appuyer ces efforts. Nous cherchons toujours le moyen de renforcer la capacité du système de protéger tous les Canadiens.

[Français]

**M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.):** Monsieur le Président, le sous-directeur du SCRS a soulevé des doutes quant à la capacité de surveiller de manière exhaustive les 93 personnes identifiées comme risques potentiels à la sécurité du Canada. Hier, le commissaire de la GRC a aussi parlé du manque de ressources reliées à ces enquêtes de sécurité nationale.

Le ministre peut-il informer la Chambre des plans qui sont en place pour garantir que nos agents de sécurité ont les ressources nécessaires pour pleinement exercer leurs responsabilités?

• (1125)

[Traduction]

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, pour la gouverne de tous les parlementaires, nous avons en fait augmenté le budget de nos organismes de sécurité nationale, tant de la GRC que du SCRS, ainsi que les investissements. En outre, le directeur du SCRS a récemment déclaré que les menaces terroristes actuelles sont diffusées et évoluent rapidement.

Le SCRS continuera d'enquêter sur la menace que posent les déplacements des terroristes et la radicalisation. Le gouvernement a présenté plusieurs mesures depuis qu'il est arrivé au pouvoir pour donner à nos organismes les outils appropriés dont ils ont besoin. Nous continuerons dans cette voie à l'avenir.

**M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.):** Monsieur le Président, le directeur adjoint du SCRS a soulevé des préoccupations devant le Parlement sur la capacité de l'agence de surveiller efficacement les 90 personnes considérées comme présentant une menace potentielle à la sécurité du Canada. Hier, le commissaire de la GRC a déclaré que si la GRC consacrait toutes ses ressources aux 93 personnes surveillées, elle ne serait pas en mesure de faire autre chose.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si de nouvelles mesures ont été prises et de nouvelles ressources ont été allouées récemment pour garantir que nous puissions assumer efficacement ces responsabilités importantes?

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, comme je viens de le mentionner, nous avons en fait augmenté les investissements dans nos organismes de sécurité, tant dans la GRC que le SCRS, et, bien sûr, nous examinons de nouvelles mesures et cherchons toujours à fournir de meilleurs outils aux organismes pour qu'ils puissent faire leur travail.

## Questions orales

### LE BUDGET

**Mme Chris Charlton (Hamilton Mountain, NPD):** Monsieur le Président, hier, les conservateurs ont déposé encore un autre gigantesque projet de loi budgétaire. Celui-ci fait 458 pages et comprend plus de 400 dispositions qui abrogent, réécrivent ou modifient des dizaines de lois. Tout cela se retrouve dans un seul projet de loi omnibus.

Pour que la Chambre puisse prendre des décisions éclairées, les Canadiens veulent que nous étudions les projets de loi et que nous en discutions et débattions en leur nom. Le gouvernement acceptera-t-il cette fois-ci de ne pas imposer la clôture ou l'attribution de temps afin de ne pas étouffer le débat sur cet énorme projet de loi?

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement prend d'importantes mesures pour créer des emplois. Le nouveau crédit d'impôt pour l'emploi que ce projet de loi accordera aux petites entreprises créera des emplois et des possibilités dans l'ensemble du Canada. De plus, en faisant passer le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants à 1 000 \$, c'est-à-dire en le doublant, et en mettant fin à la pratique des entreprises de télécommunications qui consiste à facturer la facturation, le projet de loi d'exécution du budget réduira le coût de la vie des familles canadiennes.

Je presse donc l'opposition d'appuyer cette importante mesure législative.

**Mme Chris Charlton (Hamilton Mountain, NPD):** Monsieur le Président, parlons-en, de ce crédit pour l'emploi. Les conservateurs se servent de ce projet de loi omnibus d'exécution du budget pour imposer des changements au régime de l'assurance-emploi; il s'agit d'un plan de création d'emplois qui ne favorisera pas l'emploi. La proposition des conservateurs a été critiquée par des experts, par des économistes ainsi que par le directeur parlementaire du budget, qui conclut qu'elle créera à peine 800 emplois et dissuadera en fait les petites entreprises de prendre de l'expansion.

Compte tenu de toutes ces critiques, ne serait-il pas plus prudent de séparer ces dispositions du gigantesque projet de loi d'exécution du budget afin qu'elles puissent être étudiées comme il se doit?

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, le projet de loi budgétaire permettra de jumeler les Canadiens avec les emplois disponibles, de soutenir les familles et les collectivités et d'accroître l'équité et l'intégrité du régime fiscal. Le projet de loi contient d'importantes mesures, comme la création d'un répertoire de données génétiques sur les personnes disparues, la réduction du fardeau administratif des organismes de bienfaisance, l'amélioration du Programme des travailleurs étrangers temporaires et l'élargissement de l'admissibilité à la déduction pour amortissement accéléré.

Le projet de loi nous rapproche de l'équilibre budgétaire tout en maintenant les impôts à un bas niveau, en créant des emplois et en améliorant l'économie.

[Français]

**Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD):** Monsieur le Président, les conservateurs sont des champions pour faire des cachotteries.

Le nouveau projet de loi omnibus est un texte législatif sans aucune cohérence. C'est le style maintenant bien connu des conservateurs. Quant au contenu, il est encore plus inquiétant. Le crédit d'impôt consenti aux petites entreprises va coûter 500 millions de dollars pour seulement 800 emplois.

*Questions orales*

Sérieusement, pourquoi le gouvernement met-il en avant un programme aussi inefficace qui ne créera vraiment pas d'emplois ici, au Canada?

[Traduction]

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a dit que le crédit pour l'emploi visant les petites entreprises créera des emplois pour 25 000 années-personnes. Elle a dit: « C'est pourquoi l'annonce d'aujourd'hui est une bonne nouvelle pour les propriétaires de PME du Canada et leurs employés. Cette décision ne peut être que bénéfique pour l'économie canadienne. »

Nous allons diminuer de 15 % la charge sociale que sont les cotisations d'assurance-emploi, et nous permettrons ainsi aux petites entreprises d'économiser plus de 550 millions de dollars en deux ans. L'opposition, quant à elle, est en faveur de l'année de travail de 45 jours qui ferait grimper les cotisations de 35 % et alourdirait de 4 milliards de dollars le fardeau fiscal des Canadiens.

[Français]

**M. Mathieu Ravignat (Pontiac, NPD):** Monsieur le Président, le projet de loi de mise en oeuvre du budget déposé hier démontre parfaitement l'absence de vision claire de ce gouvernement.

Quatre cent cinquante-huit pages sans aucune cohérence fiscale! Cela n'a aucun sens de mettre dans un même projet de loi des mesures qui touchent l'apiculture, la câblodistribution, l'assurance-emploi et les soins aux réfugiés.

Le gouvernement va-t-il scinder son projet de loi afin que les députés puissent l'étudier convenablement?

• (1130)

[Traduction]

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, le Canada est en tête du G7 pour avoir créé plus d'un million d'emplois depuis la récession mondiale, mais nous ne sommes pas à l'abri des difficultés qui sévissent au-delà de nos frontières. C'est la raison pour laquelle le gouvernement soutient la croissance économique et la création d'emplois tout en gardant les impôts à un bas niveau et en rétablissant l'équilibre budgétaire en 2015.

Le projet de loi budgétaire permettra de jumeler les Canadiens avec les emplois disponibles, de soutenir les familles et les collectivités et d'accroître l'équité et l'intégrité du régime fiscal. J'invite l'opposition à se joindre à nous et à appuyer cette nouvelle mesure législative importante.

[Français]

**Mme Djaouida Sellah (Saint-Bruno—Saint-Hubert, NPD):** Monsieur le Président, si les mots ont encore un sens, un projet de loi de nature budgétaire devrait contenir des mesures budgétaires.

Encore une fois, les conservateurs en profitent pour introduire en cachette des mesures condamnables. Cette fois-ci, ils s'attaquent aux réfugiés en permettant aux provinces de restreindre l'accès à l'aide sociale.

Les conservateurs ont-ils à ce point mauvaise conscience qu'ils tentent de dissimuler leur manœuvre au milieu d'un projet de loi omnibus?

[Traduction]

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, ce projet de loi s'inscrit dans la continuité de nos plans visant à soutenir la croissance et la

prospérité à long terme. Il renforce le régime de propriété intellectuelle du Canada afin de favoriser la création d'emplois et d'améliorer les conditions d'investissements d'entreprises et d'accès aux marchés étrangers. En outre, il réduit les coûts et le fardeau administratif des entreprises agricoles et des entreprises de pêche en rendant le régime fiscal plus simple et plus juste pour elles. Enfin, il étend le crédit d'impôt actuel au titre des intérêts sur les prêts étudiants aux intérêts sur les prêts à des apprentis.

J'invite l'opposition à se joindre à nous et à appuyer cette nouvelle mesure législative importante.

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, cela ne répond manifestement pas à la question. Cacher dans un projet de loi omnibus une projet de loi d'initiative parlementaire qui vise à enlever l'aide sociale aux réfugiés est à la fois injuste et constitue un grave abus du processus parlementaire. Le gouvernement savait que son projet de retirer l'appui à des personnes ayant survécu à la persécution serait une mesure impopulaire auprès des Canadiens. Il se sert donc d'un projet de loi omnibus pour tenter d'éviter la réaction négative de la population.

Le ministre des Finances acceptera-t-il de retirer cette disposition du projet de loi d'exécution du budget?

**M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC):** Monsieur le Président, pour perpétuer la tradition du Canada en tant que chef de file mondial en matière de protection des réfugiés, le gouvernement a augmenté de 20 % le nombre de réfugiés réétablis chaque année. Le Canada accueille un réfugié réinstallé sur dix dans le monde, plus que presque tout autre pays.

Le gouvernement s'affaire à améliorer la situation des réfugiés puisque nous pourrions mieux planifier leur arrivée.

\* \* \*

#### CBC/RADIO-CANADA

**Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, à la suite des événements bouleversants et inquiétants que nous avons vécus, la couverture réalisée par les médias canadiens — notamment l'excellent travail effectué par Radio-Canada et CBC — reçoit des éloges du monde entier. Cependant, les employés du diffuseur public ont appris cette semaine que 400 emplois de plus seront éliminés. Cela porte à 1 057 le nombre d'emplois supprimés à CBC/Radio-Canada.

Le gouvernement acceptera-t-il maintenant de réinvestir dans CBC/Radio-Canada pour que la société poursuive son travail crucial, qui consiste à informer les Canadiens?

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, CBC/Radio-Canada reçoit déjà des fonds substantiels provenant des deniers publics et elle peut mener ses activités au moyen de son budget actuel. CBC/Radio-Canada doit s'adapter aux changements technologiques et démographiques de l'industrie de la radiodiffusion, et le gouvernement estime qu'elle peut et doit le faire dans les limites de son budget actuel.

[Français]

**M. Pierre Nantel (Longueuil—Pierre-Boucher, NPD):** Monsieur le Président, que j'en voie un rire quand on parle de ces compressions!

La plupart des observateurs ont souligné le professionnalisme des réseaux d'information canadiens, spécialement celui de Radio-Canada/CBC. Or cette semaine...



*Questions orales*

**Des voix:** Oh! Oh!

**M. Pierre Nantel:** Est-ce qu'ils vont se taire, monsieur le Président? C'est incroyable, ce manque de respect.

Cette semaine, le président de Radio-Canada, Hubert Lacroix, a annoncé aux employés que 400 postes seraient éliminés d'ici à mars 2016. On parle même d'éliminer des camions de transmission satellite.

La ministre ne voit-elle pas qu'au-delà de l'idéologie de son gouvernement, les compressions budgétaires ont un effet encore plus dévastateur que prévu?

[Traduction]

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, la stratégie qui a été mise en oeuvre et dont parle le député d'en face a été annoncée en juin dernier. Radio-Canada poursuit la démarche entreprise et continuera de le faire. J'ajouterais qu'Hubert Lacroix, le président de Radio-Canada, a déclaré ceci:

La faiblesse du marché publicitaire dans l'ensemble du pays, le fait que la grille-horaire de la télévision de CBC/Radio-Canada n'ait pas eu le succès attendu auprès des 25 à 54 ans, les revenus publicitaires plus faibles que prévu [...] et la perte du contrat avec la LNH [...] ont contribué à une importante perte de revenus.

Radio-Canada fait ce qu'elle est censée faire: s'occuper du problème.

• (1135)

[Français]

**M. Pierre Nantel (Longueuil—Pierre-Boucher, NPD):** Monsieur le Président, il est indéniable qu'au cours des dernières années, trop d'emplois ont été supprimés à Radio-Canada/CBC, et cela continue.

Déjà, en juin, Radio-Canada/CBC annonçait effectivement que 25 % de ses effectifs seraient mis à pied d'ici 2020, mais les choses ont empiré. C'est notre responsabilité de s'ajuster. On ne peut pas se départir d'un travailleur sur les quatre qui restent sans affecter le mandat du diffuseur public. C'est impossible.

La ministre pourra-t-elle se tenir debout, montrer son respect pour les artisans et les journalistes de notre diffuseur public et s'assurer que les Canadiens garderont leur diffuseur public auquel ils tiennent tant?

[Traduction]

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, il est totalement injuste d'essayer de faire un amalgame entre le gouvernement et une stratégie que le président de Radio-Canada est en train de mettre en oeuvre pour que la société d'État qu'il dirige puisse s'adapter aux changements qui se produisent sur le marché, partout au pays. Nous sommes tout à fait conscients du rôle important que jouent les réseaux anglais et français de Radio-Canada dans les régions éloignées et parmi les minorités de langue officielle. Notre gouvernement et l'ensemble des Canadiens s'attendent à ce que Radio-Canada s'acquitte de son obligation d'offrir des émissions de qualité aux minorités de langue officielle, conformément à la Loi sur les langues officielles et à la Loi sur la radiodiffusion.

\* \* \*

## LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement nous indique qu'il envisage de présenter un projet de loi pour accorder de nouveaux pouvoirs aux organismes d'application de la loi. Le ministre peut-il nous dire

si les outils qui ont été adoptés par la Chambre des communes et qui étaient prévus dans le projet de loi S-7, la Loi sur la lutte contre le terrorisme, ont été employés par la GRC dans le cadre des enquêtes de sécurité nationale en cours, enquêtes qui sont au nombre de plus de 60?

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, la question que me pose la députée me donne l'occasion de parler du projet de loi à venir et des raisons pour lesquelles il est nécessaire.

Comme nous le savons, la Loi sur le SCRS a été adoptée en 1984, il y a 30 ans. Beaucoup de choses ont changé depuis 30 ans. Songeons à notre vie à cette époque. Je pense que j'étais encore à l'école secondaire. Je n'avais certainement ni ordinateur, ni cellulaire, ni adresse de courriel.

Les choses ont changé, tout comme le terrorisme au pays et tout comme les questions liées à la sécurité nationale. C'est pourquoi nous devons modifier et préciser les outils dont dispose le SCRS.

**Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.):** Monsieur le Président, pour ce qui est des nouvelles lois en matière de sécurité nationale, le gouvernement est-il prêt à créer un comité de surveillance de la sécurité nationale formé de membres de tous les partis, à l'instar de ceux qui ont été mis sur pied chez nos alliés, qui veillera à ce qu'on mette en place les bonnes mesures pour assurer la sécurité nationale, et à concilier les exigences des organismes responsables de la sécurité nationale avec les droits dont jouissent les Canadiens?

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, premièrement, nous sommes au Canada, pas dans un autre pays. Au Canada, il y a déjà un excellent organisme de surveillance indépendant qui inclut un ancien député provincial néo-démocrate. Nous ne voulons pas créer un autre organe bureaucratique qui ait les mêmes responsabilités que l'organisme de surveillance déjà en place.

[Français]

**M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.):** Monsieur le Président, en ce qui a trait à de nouvelles dispositions législatives en matière de sécurité nationale, le gouvernement va-t-il créer un comité de surveillance parlementaire?

Je ne parle pas d'une bureaucratie, mais d'un comité de surveillance parlementaire de nos agences de sécurité qui inclut tous les partis, son rôle étant d'assurer que les mesures de sécurité appropriées sont mises en place et qu'il y a un équilibre entre les besoins de nos agences de sécurité et les droits des Canadiens, tout comme ce que font nos alliés.

[Traduction]

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, comme je viens de le dire, le Canada a déjà un excellent organisme indépendant qui surveille les activités de nos agences de sécurité.

D'ailleurs, la différence entre les libéraux, le NPD et nous, c'est que nous préférons que nos ressources servent à donner aux forces de l'ordre et aux agences de sécurité les outils dont elles ont besoin.

*Questions orales***LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**Mme Élane Michaud (Portneuf—Jacques-Cartier, NPD):** Monsieur le Président, l'épidémie d'Ebola continue de menacer la santé mondiale. De nouveaux cas ont été signalés hier pour la première fois au Mali et à New York.

Il est nécessaire d'agir immédiatement à l'échelle mondiale pour contrôler l'épidémie et sauver des vies. Que fait le gouvernement pour renforcer l'intervention du Canada en Afrique de l'Ouest en lien avec l'épidémie d'Ebola?

• (1140)

**Mme Lois Brown (secrétaire parlementaire du ministre du Développement international, PCC):** Monsieur le Président, je suis très heureuse qu'on me pose cette question aujourd'hui, car je peux maintenant dire que 52 millions de dollars sont distribués à nos partenaires de confiance.

Nous continuons de travailler avec diverses organisations, comme l'Organisation mondiale de la santé, le Programme alimentaire mondial, l'équipe responsable de la logistique pour le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF et la Croix-Rouge internationale. Nous avons joué un rôle de premier plan dans les efforts d'intervention internationaux et nous continuerons d'être un chef de file dans la lutte mondiale contre cette épidémie.

[Français]

**Mme Élane Michaud (Portneuf—Jacques-Cartier, NPD):** Monsieur le Président, ces mesures sont un bon début, mais nous devons en faire plus. Nous devons être plus rapides à livrer les biens et augmenter notre contribution à l'Organisation mondiale de la santé. Il faut garder cette épidémie sous contrôle, parce qu'il ne reste plus beaucoup de temps avant qu'il ne soit trop tard.

Le gouvernement entend-il renforcer notre approche?

[Traduction]

**Mme Lois Brown (secrétaire parlementaire du ministre du Développement international, PCC):** Monsieur le Président, comme je viens tout juste de le mentionner, nous avons signé des accords avec les organisations avec lesquelles nous travaillons. Celles-ci sont placées sous la responsabilité de l'Organisation mondiale de la santé. À ce jour, nous avons distribué 52 millions de dollars, et nous continuerons de travailler avec tous nos partenaires. Nous voulons que cette maladie soit éradiquée.

\* \* \*

[Français]

**LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

**M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD):** Monsieur le Président, la longue bataille de Cindy Blackstock se termine cette semaine, alors qu'elle donne ses arguments finaux au Tribunal canadien des droits de la personne. Les services de protection de l'enfance sur les réserves reçoivent 22 % moins d'argent du gouvernement fédéral que les agences qui ne sont pas dans des réserves. Mme Blackstock se bat depuis longtemps pour corriger cette injustice.

Le gouvernement entend-il considérer ses arguments et ajuster son financement en conséquence?

[Traduction]

**M. Mark Strahl (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, PCC):** Monsieur le Président, la santé, la sécurité et le bien-être des enfants des Premières Nations constituent l'une des principales

priorités du gouvernement. C'est pour cette raison que depuis 2006, nous avons mis en oeuvre une approche axée sur la prévention pour la prestation des services aux enfants et aux familles dans les réserves. Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement a aussi augmenté de 40 % les fonds alloués aux services aux enfants et aux familles dans les réserves.

Nous continuerons de prendre des mesures pour que les enfants et les familles reçoivent toute l'aide voulue pour mener des vies saines, en toute sécurité.

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Monsieur le Président, si on compare les services d'aide à l'enfance, les enfants des Premières Nations reçoivent 22% moins de financement que les autres enfants du pays. C'est un fait, un fait que le ministre continue de passer sous silence.

Le ministre pourrait-il nous dire quels gestes il posera pour que les services d'aide à l'enfance des Premières Nations répondent aux mêmes normes que les services offerts aux autres enfants du pays?

**M. Mark Strahl (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, PCC):** Monsieur le Président, depuis son arrivée au pouvoir, notre gouvernement a augmenté de 40 % le financement des services à l'enfance et à la famille dans les réserves. C'est un fait. Et chaque fois que nous proposons de nouvelles mesures visant à protéger les enfants et les familles vivant dans les réserves, l'opposition vote contre ces mesures. C'est un autre fait.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. Rick Norlock (Northumberland—Quinte West, PCC):** Monsieur le Président, la détermination de notre nation a été éprouvée, et de courageux membres des forces armées se sont retrouvés en danger. L'adjudant Patrice Vincent et le caporal Nathan Cirillo ont donné leur vie au service de notre pays. Le caporal Cirillo a fait ce sacrifice ultime alors qu'il avait le grand honneur de monter la garde au Monument commémoratif de guerre du Canada.

Le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international pourrait-il dire à la Chambre comment la nation rendra hommage à ces héros morts en service?

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, c'est avec une grande tristesse que j'informe la Chambre qu'un autre héros empruntera l'autoroute des héros.

Plus tard cet après-midi, le caporal Cirillo et sa famille emprunteront l'autoroute des héros pour retourner à Hamilton et au régiment du caporal. Ainsi, les habitants des collectivités de Northumberland et de ma circonscription, Durham, pourront lui rendre hommage.

Je sais que les députés et les Canadiens se joignent à moi pour transmettre pensées et prières à sa famille. Nous sommes solidaires des Forces armées canadiennes en ces moments difficiles.

*Questions orales***LE COMMERCE INTERNATIONAL**

**M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD):** Monsieur le Président, en Europe, le débat sur le règlement des différends investisseur-État commence à s'envenimer. Le nouveau président de la Commission européenne s'y oppose fermement, ainsi que l'Allemagne et l'Autriche. On peut lire dans le *Financial Times* qu'il est peu probable que l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, dans sa forme actuelle, soit adopté par le Parlement européen.

Comme la mise en oeuvre de l'accord pourrait échouer, le gouvernement est-il disposé à laisser tomber les dispositions controversées ou insistera-t-il pour qu'elles soient respectées?

• (1145)

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, comme le député le sait très bien, tant les négociateurs du Canada que les négociateurs européens ont reçu des directives précises pour ce qui est de prévoir dans l'accord des mécanismes de règlement des différends investisseur-État. De tels mécanismes ont été utilisés par le Canada et par la plupart des pays européens pour offrir une certaine garantie.

Il est regrettable que le NPD continue d'essayer de trouver des façons de s'opposer au commerce et aux emplois qui en découlent, soit un emploi sur cinq.

[Français]

**M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD):** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire devrait suivre ce qui se passe en Europe. Il devrait prendre en compte le fait que nous avons un système judiciaire robuste, tout comme l'Union européenne. Les deux systèmes protègent leurs propres investisseurs, et il n'y a aucun besoin d'harmoniser ces mécanismes.

Si les conservateurs tiennent à ce que leur entente avec l'Union européenne finisse par aboutir, pourquoi ne pas s'entendre sur le fait qu'un mécanisme de règlement des différends investisseur-État est inutile dans le contexte de l'entente Canada-Union européenne, et simplement se débarrasser de cette mesure?

[Traduction]

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, le député sait également que les législateurs et les dirigeants dans l'ensemble de l'Union européenne, et des États membres comme l'Allemagne, ont manifesté leur appui à ces dispositions, ainsi qu'à l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. C'est une occasion pour le Canada de créer 80 000 nouveaux emplois.

Voilà simplement un autre moyen auquel a recours le député pour s'opposer au commerce. Il s'agit pourtant d'un accord solide. Nous avons mis beaucoup de temps à le mettre au point, mais c'est une grande victoire pour le Canada.

\* \* \*

[Français]

**LE PONT DE QUÉBEC**

**Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD):** Monsieur le Président, à Québec, on a un pont à peindre. Le jugement de la Cour supérieure du Québec de mercredi a au moins le mérite de clarifier les choses. Le CN et Transports Canada doivent cesser de se renvoyer la balle.

Le gouvernement fédéral est maintenant tenu de respecter les ententes signées en 1997 dans le contexte de la privatisation du pont.

Le ministre va-t-il respecter cette décision et faire repeindre le pont de Québec?

**M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC):** Monsieur le Président, nous sommes déçus de ce jugement. Les fonctionnaires se penchent sur cette décision. Nous allons attendre la deuxième partie de ce jugement avant de commenter davantage. Cependant, nous continuons de croire que le CN aurait dû respecter son accord en ce qui concerne l'état de la peinture du pont.

**Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD):** Monsieur le Président, c'est vraiment décevant, surtout qu'en 2005, le premier ministre lui-même s'était moqué des libéraux en disant qu'ils n'étaient même pas capables de faire peindre un pont!

Maintenant que la décision de la Cour supérieure démontre clairement que le fédéral doit faire sa part, est-ce que, oui ou non, le gouvernement va se montrer capable de faire peindre le pont de Québec?

**M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC):** Monsieur le Président, à titre de propriétaire du pont, le Canadien National est responsable de l'entretien et de la sécurité du pont. En août 2013, Transports Canada a inspecté la section de rails du pont qui est de compétence fédérale. Transports Canada n'a relevé aucun problème dans la section de rails du pont. La partie de la route du pont est de compétence provinciale.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SANTÉ**

**M. Frank Valeriote (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, la ministre pourrait-elle nous en dire plus sur les mesures que prend le gouvernement, en collaboration avec les provinces et les territoires, pour s'assurer que toutes les administrations sont prêtes à faire face à un éventuel premier cas d'Ebola?

Pourrait-elle aussi expliquer à la Chambre les mesures que le gouvernement a prises dernièrement pour que les fournisseurs de soins de première ligne soient prêts à réagir si jamais un premier cas d'Ebola devait se déclarer?

**Mme Eve Adams (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, PCC):** Monsieur le Président, les questions de santé devraient toujours transcender les considérations politiques et partisans.

La ministre et l'administrateur en chef de la santé publique s'entretiennent régulièrement avec leurs homologues des provinces et des territoires.

C'est l'Agence de la santé publique du Canada qui fournit les lignes directrices que doivent suivre les provinces, mais ce sont ces dernières qui doivent voir à la formation du personnel.

Nous avons tiré des leçons importantes des épidémies de SRAS et de grippe H1N1, et si jamais l'Ebola devait parvenir jusqu'au Canada, l'Agence de la santé publique du Canada serait prête à dépêcher rapidement cinq équipes d'intervention dotées chacune de l'expertise médicale nécessaire pour confirmer rapidement le diagnostic, qui apporteraient aussi des fournitures d'urgence comme des masques, des blouses d'hôpital et des gants.

*Questions orales***LE MULTICULTURALISME**

**M. Adam Vaughan (Trinity—Spadina, Lib.):** Monsieur le Président, plusieurs candidats aux élections municipales de Toronto prévues lundi ont vu leurs affiches et leurs bureaux de campagne vandalisés. Ils sont devenus une cible parce qu'ils sont musulmans.

Aujourd'hui, la jeune candidate Munira Abukar a été agressée et on lui a lancé des ordures. Son frère est membre des Forces armées canadiennes.

Ces agressions sont inacceptables. Il s'agit là aussi d'une d'attaque contre la démocratie. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour assurer aux Canadiens qu'il veille à la sécurité des personnes, des mosquées et des lieux de prière? Les conservateurs se joindront-ils à nous pour condamner ces attaques contre les musulmans?

• (1150)

**L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec le député d'en face. Le pluralisme est une des valeurs fondamentales du Canada. Nous accueillons des gens provenant de tous les milieux et appartenant à toutes les religions. C'est ce qui fait du Canada un pays si extraordinaire. Je crois parler au nom de tous les députés quand je déclare de tels gestes odieux et tout à fait contraires à l'esprit canadien.

\* \* \*

[Français]

**POSTES CANADA**

**Mme Laurin Liu (Rivière-des-Mille-Îles, NPD):** Monsieur le Président, cette semaine, sur la Rive-Nord de Montréal, des citoyens des villes de Lorraine, Rosemère et Bois-des-Filion ont perdu le service de livraison à domicile.

Pour avoir rencontré des centaines de citoyens à ce sujet, je peux affirmer que la grogne est importante, surtout chez les personnes âgées et chez les personnes à mobilité réduite.

Est-ce que la ministre va finalement décider d'intervenir pour rétablir le service de livraison à domicile?

[Traduction]

**M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC):** Monsieur le Président, comme la députée le sait très bien, Postes Canada a vu dégringoler le volume du courrier. En 2013, on a enregistré 1,2 milliard d'envois postaux de moins qu'en 2006.

Par ailleurs, la députée sait sans doute qu'à l'heure actuelle, deux tiers des Canadiens ne reçoivent pas leur courrier à domicile. Ceux qui font partie du tiers restant verront un changement, conformément au plan en cinq points de Postes Canada, mais ils continueront à recevoir leur courrier quotidiennement.

[Français]

**M. François Lapointe (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, NPD):** Monsieur le Président, une entreprise de Saint-Jean-Port-Joli, dans ma circonscription, aurait très bien pu construire les nouvelles boîtes postales communautaires. Cela fait plus de 25 ans qu'elle construit des boîtes pour Postes Canada

Toutefois, la direction de Postes Canada en a décidé autrement. Les manufacturiers canadiens ne peuvent même pas soumissionner dans le cadre des processus des derniers mois. Ils ne peuvent même pas soumissionner! En 2015, nos boîtes postales seront faites aux États-Unis.

Est-ce que la ministre peut nous expliquer pourquoi elle intervient pour imposer des conditions de travail par la force dans les sociétés d'État, alors qu'elle ne fait rien quand vient le temps de créer des emplois pour les Canadiens?

[Traduction]

**M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC):** Monsieur le Président, je me demande si le député comprend la structure des sociétés d'État. Contrairement aux ministères, elles fonctionnent et prennent leurs décisions de façon indépendante du gouvernement. En fait, elles ont un conseil d'administration qui a cette responsabilité. Dans ce cas-ci, le conseil a pris une décision très claire. Si le député s'y oppose, qu'il s'adresse directement à Postes Canada.

\* \* \*

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. Brad Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC):** Monsieur le Président, au printemps, le Canada a dépêché 300 observateurs pour suivre les élections présidentielles en Ukraine. Dimanche prochain, le peuple ukrainien va franchir une nouvelle étape et réaffirmer son désir d'une Ukraine libre et démocratique.

Le 26 octobre, les Ukrainiens vont en effet se rendre aux urnes pour choisir ceux qui vont les représenter au Parlement d'Ukraine, la Verkhovna Rada. Le ministre des Affaires étrangères peut-il dire à la Chambre en quoi va consister le soutien du Canada dans le cadre des élections parlementaires ukrainiennes?

**L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, le peuple ukrainien peut compter sur notre appui plein et entier pour les élections à venir. Le Canada a toujours soutenu le peuple ukrainien dans sa quête pour l'obtention de droits démocratiques et l'instauration d'une démocratie et dans sa volonté de vivre libre de toute ingérence de la part de ses voisins.

C'est un plaisir pour moi d'annoncer que le Canada a dépêché 300 autres observateurs pour suivre les élections parlementaires d'en fin de semaine. Nous attendrons avec impatience leur rapport sur l'état et la qualité du processus électoral.

Voilà un autre exemple de la manière dont le Canada et le gouvernement conservateur soutiennent le peuple ukrainien.

\* \* \*

**LE COMMERCE INTERNATIONAL**

**M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.):** Monsieur le Président, même si l'Accord économique et commercial global est signé officiellement et que les avocats sont maintenant à en polir le texte, certaines questions demeurent sans réponse. Je pense par exemple aux articles sur la protection des brevets touchant les produits pharmaceutiques.

Le gouvernement peut-il nous dire quels engagements il entend prendre pour indemniser les provinces et les territoires des conséquences qu'auront les dispositions de l'AECG portant sur les produits pharmaceutiques?

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'avoir posé cette question, parce que l'AECG constitue l'accord commercial le plus moderne jamais signé par le Canada. Il est d'autant plus merveilleux qu'il a été réalisé de concert avec les parties intéressées, les employeurs et les provinces.

*Questions orales*

Nous avons collaboré directement avec les provinces pour la négociation de ces dispositions de sorte que, si des modifications à la propriété intellectuelle devaient avoir des répercussions sur le régime pharmaceutique, nous pourrions voir avec elles ce qui peut être fait pour atténuer ces conséquences à long terme. Et c'est sans parler des sommes accrues que nous transférons chaque année aux provinces pour leurs besoins en santé.

\* \* \*

[Français]

**LA SANTÉ**

**M. Dany Morin (Chicoutimi—Le Fjord, NPD):** Monsieur le Président, comme je l'ai rappelé hier, les virus ne connaissent aucune frontière.

Le virus chikungunya, qui a touché des centaines de milliers de personnes dans les Caraïbes, a été contracté par au moins 200 Canadiens. Plusieurs autres pourraient attraper ce virus à moins qu'ils puissent se protéger. La secrétaire parlementaire est restée vague hier.

Que va faire le gouvernement concrètement pour protéger les Canadiens ici et à l'étranger contre ce virus?

● (1155)

[Traduction]

**Mme Eve Adams (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, PCC):** Monsieur le Président, la maladie dont parle le député se transmet par la piqûre de moustiques tropicaux. Selon les autorités sanitaires, il n'y a jamais eu de transmission d'humain à humain au Canada.

L'Agence de la santé publique du Canada conseille aux Canadiens qui se rendent dans les Caraïbes et les tropiques du Pacifique de prendre des précautions pour éviter les piqûres de moustiques.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. David Yurdiga (Fort McMurray—Athabasca, PCC):** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international pourrait-il fait le point sur tout progrès réalisé dans le cadre de l'opération Impact, la mission de soutien du Canada dans la lutte contre l'EIIL?

**M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Fort McMurray—Athabasca de la question ainsi que de l'appui qu'il offre aux Forces armées canadiennes depuis qu'il siège à la Chambre.

Comme le ministre de la Défense nationale l'a dit hier à la Chambre, l'opération Impact progresse conformément à l'échéancier établi et elle est sur la bonne voie.

En plus des CF-18 qui ont quitté la base de Bagotville hier, deux CP-140 Aurora s'envoleront de la base de Greenwood aujourd'hui même. Le gouvernement a modernisé les aéronefs Aurora, et ces appareils comptent aujourd'hui parmi les avions civils les plus sophistiqués du monde.

Des membres des Forces armées canadiennes et du personnel de formation sont en route pour aller rejoindre nos alliés afin de combattre la menace que l'EIIL représente.

[Français]

**L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

**M. Claude Patry (Jonquière—Alma, BQ):** Monsieur le Président, les normes de certification FSC seraient en voie de révision d'ici à 2016, ce qui pourrait avoir d'importantes conséquences pour ma région.

Pourtant, les pratiques forestières du Québec sont parmi les meilleures au monde. Le gouvernement du Québec fait d'ailleurs des représentations auprès des clients de l'industrie, notamment en Europe et aux États-Unis, afin de démontrer l'exemplarité des pratiques de l'industrie.

Le gouvernement fédéral entend-il se joindre aux démarches du Québec afin de soutenir l'industrie forestière québécoise?

[Traduction]

**Mme Kelly Block (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de poser une question sur ce dossier, car il s'agit d'un moteur économique important pour toutes les régions rurales canadiennes.

Je suis fière du Plan d'action économique de 2014, car il fait fond sur les succès que le gouvernement a connus dans ce dossier en misant sur l'innovation et la protection des forêts contre les ravageurs. Il y a eu décuplement des exportations de bois d'oeuvre en Chine grâce aux efforts que nous avons déployés pour diversifier les marchés pour nos produits forestiers. Voilà des réalisations qui méritent des félicitations.

\* \* \*

[Français]

**LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**Mme Maria Mourani (Ahuntsic, Ind.):** Monsieur le Président, le ministre de la Sécurité publique a prétendu à la Chambre que la GRC avait des centaines — et je dis bien des centaines — de programmes de prévention contre la radicalisation violente.

Dans les faits, il existe des programmes de prévention contre l'adhésion aux gangs de rue, mais aucun contre la radicalisation violente.

Le gouvernement peut-il s'engager à créer, budget à l'appui, des programmes de prévention contre la radicalisation violente qui permettront notamment d'intervenir adéquatement lorsque des jeunes font l'objet de signalements?

[Traduction]

**Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC):** Monsieur le Président, comme la députée le sait, la GRC collabore avec différentes organisations et de nombreux groupes partout au Canada.

Je tiens d'ailleurs à prendre quelques instants pour remercier la GRC, les services de police de la région et, bien entendu, le service de sécurité de la Colline du Parlement pour le travail remarquable qu'ils ont fait mercredi dernier. Bon nombre d'entre nous étions confinés dans des pièces pendant l'attaque, mais je tiens à garantir aux Canadiens que nous étions tout de même en sécurité grâce au travail des forces de l'ordre.

*Affaires courantes*

[Français]

**LA SANTÉ**

**Mme Maria Mourani (Ahuntsic, Ind.):** Monsieur le Président, les radiofréquences sont une source de préoccupation pour de plus en plus de personnes dans la population. Le fait que le Canada, comme les États-Unis, ait les normes de sécurité les moins sévères parmi les pays industrialisés inquiète.

Pourquoi le gouvernement ne suit-il pas l'exemple de la Suisse en adoptant par précaution des mesures plus sévères en matière de radiofréquences?

**L'hon. Maxime Bernier (ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture), PCC):** Monsieur le Président, je suis bien heureux de répondre à la question de ma collègue.

Effectivement, les radiofréquences peuvent comporter un danger pour les citoyens canadiens. Par contre, je tiens à dire que la réglementation canadienne est très moderne et qu'elle répond aux préoccupations des Canadiens.

**AFFAIRES COURANTES**

• (1200)

[Traduction]

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**L'hon. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne, PCC):** Monsieur le Président, au nom du ministre des Affaires étrangères et en vertu des dispositions du paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les traités suivants: les Amendements à l'annexe 1 de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, annoncés le 3 octobre 2014; les Amendements à l'Annexe II de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, annoncés le 29 septembre 2014; et l'Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Corée, fait à Ottawa le 22 septembre 2014. Une note explicative est incluse avec chacun des traités.

\* \* \*

**LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES**

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, deux rapports de la section canadienne de ParlAmericas: le Rapport de la délégation parlementaire canadienne concernant sa participation à la trente-quatrième réunion du conseil d'administration à Mexico, au Mexique, le 23 juin 2014; et le Rapport de la délégation parlementaire canadienne concernant sa participation à la Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires à Mexico, au Mexique, les 24 et 25 juin 2014.

\* \* \*

**PÉTITIONS****LA LUZERNE GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉE**

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** J'ai trois pétitions à présenter, monsieur le Président. Deux d'entre elles portent sur le moratoire sur la luzerne génétiquement modifiée.

Les pétitionnaires se disent préoccupés par le fait que de la luzerne génétiquement modifiée est plantée et mise à l'essai au Canada.

Les pétitionnaires exhortent le Parlement à imposer un moratoire sur la dissémination de la luzerne génétiquement modifiée afin que ses répercussions sur les agriculteurs puissent être étudiées en bonne et due forme.

**LA PAUVRETÉ**

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Monsieur le Président, la troisième pétition traite du projet de loi C-233, Loi visant à éliminer la pauvreté au Canada.

Les pétitionnaires énoncent un certain nombre de préoccupations concernant la pauvreté au Canada.

Ils exhortent le gouvernement à établir et à mettre en oeuvre une stratégie d'élimination de la pauvreté en consultation avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, ainsi qu'avec les administrations municipales et les organisations de la société civile.

**LE PARC NATIONAL DE LA ROUGE**

**M. Adam Vaughan (Trinity—Spadina, Lib.):** Monsieur le Président, je présente aujourd'hui une pétition signée par des Canadiens inquiets au sujet des mesures législatives du gouvernement en ce qui concerne le parc national de la Rouge.

Les pétitionnaires sont très préoccupés par le plan de création du parc parce que, à l'heure actuelle, il ne tient pas compte de la vision et des politiques écologiques figurant dans les plans approuvés pour le parc de la Rouge et il ne respecte pas la loi provinciale sur la ceinture de verdure. De surcroît, le plan actuel fait fi du projet de longue date relatif à l'étendue boisée de plus de 600 mètres de large formant le principal couloir écologique entre le lac Ontario et la moraine d'Oak Ridges.

**L'IRAK**

**Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, je présente aujourd'hui une pétition signée par des gens de London, autant des chrétiens que des musulmans. Ils sont très préoccupés par la situation de leurs familles et de leurs amis qui se trouvent en Syrie et en Irak.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de faire connaître le sort des chrétiens d'Irak et de déployer tous les efforts diplomatiques et humanitaires possibles afin de les aider.

Ils demandent aussi au gouvernement de collaborer avec les gouvernements et organismes qui sont préoccupés par ces questions et s'efforcent d'alléger les souffrances des chrétiens d'Irak, et de collaborer avec tous les gouvernements et organismes qui fournissent actuellement une aide humanitaire et diplomatique.

\* \* \*

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions n<sup>os</sup> 655 et 723.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 655 — **L'hon. Mauril Bélanger:**

En ce qui concerne le Plan d'action sur le capital de risque du ministère des Finances: pour les années desquelles les données sont disponibles, a) combien y a-t-il eu d'investissements; b) quels organismes ont bénéficié des Fonds et quel est le montant total investi pour chacun des placements; c) y a-t-il un montant dédié aux coopératives; d) combien de coopératives ont bénéficié des investissements et quel est le montant pour chacune des coopératives?

*Affaires courantes*

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, en réponse aux parties a) et b) de la question, le Canada investit, par l'intermédiaire du Plan d'action sur le capital de risque, le PACR, dans des fonds à rendement élevé et de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé établis en vertu du PACR. L'un des fonds à rendement élevé, Lumira Capital, a annoncé, en novembre 2013, qu'il avait réalisé la clôture de son fonds Lumira Fund II, un fonds axé sur les sciences de la vie. En avril 2014, Real Ventures a annoncé une première clôture de son fonds Real Ventures Fund II, son fonds le plus récent axé sur le Web, l'industrie sans fil et Internet. Ces deux fonds ont obtenu chacun la somme de 10 millions de dollars en investissements du gouvernement du Canada. Au cours des dernières années, Lumira Capital, à l'adresse <https://www.lumiracapital.com>, et Real Ventures, à l'adresse <http://realventures.com/fre/>, ont effectué plusieurs investissements dans des entreprises novatrices de partout au Canada, et des détails à ce sujet se trouvent dans leur site Web.

En janvier 2014, le gouvernement du Canada a investi dans le Northleaf Venture Catalyst Fund, le premier fond de fonds établi en partenariat avec des investisseurs du secteur privé et les provinces intéressées. Ce fond de fonds a réalisé sa première clôture avec la somme de 217,5 millions de dollars en engagements, y compris 145 millions de dollars d'investisseurs du secteur privé et de 36,25 millions de dollars des gouvernements du Canada et de l'Ontario. En août 2014, Northleaf Capital Partners a annoncé la deuxième clôture de son fond de fonds, qui a porté le total des engagements jusqu'à présent à 233,5 millions de dollars, y compris 2,5 millions de dollars additionnels du gouvernement du Canada. Depuis sa première clôture, ce fonds de fonds a investi 60 millions de dollars dans le XPV Water Fund II et le Georgian Partners Growth Fund II, ainsi que 10 millions de dollars dans Versant Ventures V, afin d'aider ces fonds de capital de risque à réaliser leur clôture et à commencer à investir dans des entreprises novatrices à croissance élevée. Le Northleaf Venture Catalyst Fund a aussi investi directement dans des entreprises novatrices à croissance élevée, notamment Wattpad, Vision Critical, Silanis et eSentire.

En ce qui concerne la partie c) de la question, le programme du PACR ne réserve pas de fonds au profit des coopératives.

Enfin, pour ce qui est de la partie d) de la question, jusqu'à présent, les fonds à rendement élevé et les fonds de fonds qui ont reçu des investissements de la part du gouvernement du Canada en vertu du PACR n'ont investi dans aucune coopérative.

Question n° 723 — **Scott Simms:**

M En ce qui concerne les permis de conducteur d'embarcation de plaisance délivrés par Transports Canada dans les provinces de l'Atlantique: a) pour chaque permis délivré depuis 2009, (i) à quelle date chaque permis a-t-il été délivré, (ii) qui étaient les propriétaires ou les conducteurs, (iii) à quelles conditions relatives à son utilisation, à sa conservation ou à son renouvellement le permis a-t-il été délivré; b) pour chaque embarcation dont le permis a été suspendu ou rejeté, ou dont le permis n'a pas été renouvelé (i) à quelle date le permis a-t-il été suspendu ou rejeté, ou le renouvellement a-t-il été refusé, (ii) pour quelle(s) raison(s), (iii) en vertu de quelle autorité, (iv) quels sont les numéros de dossier de tous les documents d'information pertinents du ministre ou de la correspondance ministérielle entre le gouvernement et les entités, ministères, entreprises, entrepreneurs ou particuliers, ventilés par ministre ou ministère, numéro de dossier pertinent, type de correspondance ou de dossier, date, objet, origine, destination prévue, autres responsables qui en ont reçu copie ou avaient un rôle à jouer; c) quelles sont les règles spécifiques pour conserver ou renouveler un tel permis; d) quels sont toutes les règles, tous les dossiers et toutes les pièces de correspondance liés à l'observation en mer et à la vérification à quai de ces titulaires de permis et utilisateurs, ventilés par (i) numéro de dossier pertinent, (ii) entité, entreprise, entrepreneur ou particulier, (iii) ministre ou ministère, (iv) type de correspondance ou de dossier, (v) date, (vi) objet, (vii) origine, (viii) destination prévue, (ix) autres responsables qui en ont reçu copie ou avaient un rôle à jouer, (x) base, ressource ou installation militaire, (xi) type d'activité ou de contrat; e) quelles sont les différences entre les conditions applicables aux permis dans différentes

régions, zones ou provinces; f) quelles sont les règles pour ce qui est de garder ou de remettre à l'eau les poissons capturés à bord d'embarcations utilisées à des fins récréatives ou touristiques, et ce pour chaque province et selon le nombre de titulaires de permis visés?

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Transports, PCC):** Monsieur le Président, en réponse aux parties a) à e) de la question, Transports Canada ne délivre pas de « permis de conducteur d'embarcation ». Transports Canada est responsable de la délivrance de permis pour les embarcations de plaisance, de l'immatriculation, de l'enregistrement et de l'inscription des bâtiments, ainsi que de la compétence des conducteurs d'embarcations de plaisance.

Enfin, pour ce qui est de la partie f) de la question, le sujet relève des compétences du ministère des Pêches et Océans Canada.

\* \* \*

[Traduction]

#### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** De plus, monsieur le Président, si la question n° 654 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

## Initiatives ministérielles

[Texte]

Question n° 654 — **L'hon. John McKay**:

En ce qui concerne le Parc urbain national de la Rouge (PUNR) proposé: a) comment la législation et le plan stratégique tiennent-ils compte des buts et des priorités en matière d'intégrité de l'environnement, de quantité et de qualité de l'eau et de restauration de l'habitat (i) du Plan de la ceinture de verdure de la province, (ii) du Rouge North Management Plan (section 4.1.1.2), (iii) de la Rouge River Watershed Strategy (2007) et de son système patrimonial naturel ciblé, (iv) du Little Rouge Corridor Management Plan (2007), (v) du plan d'action pour la valorisation de patrimoine naturel de la Rouge (2008), (vi) du plan d'action concernant le secteur préoccupant que constitue Toronto dans l'accord sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, (vii) du rapport fédéral intitulé « Quand l'habitat est-il suffisant? » et de la recommandation selon laquelle plus de 30 % du couvert forestier et 10 % des milieux humides devraient être présents dans les bassins hydrographiques, (viii) de la Loi sur les parcs nationaux du Canada, (ix) de la Loi sur les parcs provinciaux de l'Ontario, (x) du projet de Rouge River Watershed Fisheries Management Plan (2011), (xi) du Plan de conservation de la Moraine d'Oak Ridges, (xii) de la Loi sur les espèces en voie de disparition, (xiii) d'autres lois pertinentes émanant des provinces, des municipalités et du gouvernement fédéral; b) comment le gouvernement a-t-il répondu aux questions soulevées dans la motion unanime de la ville de Toronto en date de novembre 2012 sur le PUNR; c) pourquoi le comité consultatif de transition sur le PUNR promis n'a-t-il pas été créé, (i) quel est le nouveau calendrier de création du comité, (ii) quelles personnes ou entités constitueront ce comité consultatif, (iii) quel mandat confiera-t-on au comité consultatif; d) quelles mesures Environnement Canada, Parcs Canada et le gouvernement ont-ils prises pour évaluer les avantages que présentera la restauration de la majorité des terres publiques dans le parc de la Rouge sur le plan de la qualité de l'eau, de la biodiversité, des migrations de poissons, du contrôle du climat, des inondations et de l'érosion, de la santé publique et de l'écologie, pour les forêts, les zones humides et la végétation de prairies; e) le système du patrimoine naturel de la ceinture de verdure appartenant au gouvernement fédéral, mais désigné comme secteur provincial et les terres de la Moraine d'Oak Ridges à North Pickering seront-ils inclus dans l'étude sur le PUNR; f) les espaces verts fédéraux à préserver à North Pickering feront-ils partie de l'étude sur le PUNR; g) quelle proportion des terres faisant partie de l'étude sur le PUNR représente (i) des forêts indigènes exploitables, (ii) des terres humides, (iii) des terres données à bail utilisées pour des cultures commerciales, (iv) des terres données à bail utilisées à des fins agricoles autres que des cultures commerciales et quelles sont ces autres utilisations, (v) des terres données à bail à des fins résidentielles, (vi) des terres situées dans des corridors routiers ou servant à l'hydroélectricité, à des autoroutes, à des pipelines ou autres services d'utilité publique, (vii) des terres accessibles au public, (viii) d'autres terres, auquel cas les préciser; h) pour la dernière année pour laquelle on dispose de données, quelles sont les propriétés données à bail dans les 57 km<sup>2</sup> visés par le PUNR, ventilées par (i) adresse, lieu géographique et frontières approximatives sur une carte, (ii) description des bâtiments liés au bail, (iii) superficie (en acres et hectares) visée par le bail, (iv) noms du titulaire de domaine à bail et des locataires, (v) loyer annuel et durée du bail, (vi) coût annuel réel public de l'entretien de la propriété et de l'administration du bail, (vii) investissement public dans le bien nécessaire pour répondre au Code du travail, aux normes de conservation de l'énergie et de sécurité; i) quelles terres provinciales, municipales ou relevant d'un office de protection ont-elles été transférées au gouvernement ou à Parcs Canada dans le cadre du PUNR proposé, (i) quels sont les délais prévus pour les différentes cessions de terres en suspens, (ii) quels dédommagements ou avantages, directs ou indirects, ont-ils été offerts à la province, à la municipalité ou à l'office de protection par le gouvernement ou ses organismes, pour les diverses cessions de terres; j) établira-t-on un fonds en fiducie pour le PUNR analogue au Rouge Park/Waterfront Regeneration Trust Fund; k) quelles sont les dispositions et les délais établis dans le projet de loi sur le PUNR et le plan stratégique en vue (i) de réduire les cultures commerciales dans le PUNR, (ii) d'assurer la transition vers des pratiques agricoles écologiques, (iii) de réduire progressivement les monocultures et les pesticides qui menacent la survie du papillon monarque et de nombreuses autres espèces rares ou menacées; l) quels sont les détails de tous les mémoires reçus concernant le concept du PUNR?

(Le document est déposé)

[Traduction]

**M. Tom Lukiwski:** Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**Le Président:** D'accord?**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1205)

[Traduction]

## LOI SUR L'INCORPORATION PAR RENVOI DANS LES RÈGLEMENTS

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi S-2, Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires et le Règlement sur les textes réglementaires en conséquence, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

**Le Président:** Il reste encore sept minutes pour les questions et observations sur le discours du député de Toronto—Danforth.

**M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD):** Monsieur le Président, je n'ai pas entendu la totalité de cet excellent discours. Le député de Toronto—Danforth est reconnu pour son éloquence lorsqu'il parle de législation à la Chambre. Par conséquent, j'aimerais qu'il nous résume sa pensée sur le projet de loi. Pourrait-il prendre quelques minutes pour faire profiter la Chambre de sa grande érudition en résumant ou en donnant un bref aperçu de ce que les néo-démocrates pensent du projet de loi S-2?

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, en somme, le NPD se réjouit qu'un projet de loi vise à rendre la réglementation plus efficace. Toutefois, nous craignons que les dispositions du projet de loi S-2 sur la technique de l'incorporation par renvoi posent certains problèmes dans une optique démocratique.

Des textes susceptibles d'être modifiés ultérieurement peuvent être incorporés par renvoi. Puis, lorsque des modifications sont effectivement apportées à un texte, la nouvelle version est automatiquement intégrée à la réglementation, sans que le Parlement ou le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation aient besoin de l'examiner. Bref, je m'inquiète en particulier de ces deux idées — l'incorporation par renvoi d'un document qui évolue au fil du temps ainsi que l'incorporation automatique des modifications apportées à ce document, sans aucun mécanisme de reddition de comptes au Parlement — et je pense que mes collègues s'en inquiètent également.

**M. Peter Julian:** Monsieur le Président, depuis son arrivée à la Chambre il y a quelques années, j'ai pu constater que le député de Toronto—Danforth sait analyser les projets de loi de façon minutieuse et efficace. Nous en avons eu un excellent exemple quand il a examiné les modifications à la Loi électorale. Travaillant au nom de tous les Canadiens, il a accompli un travail fantastique. Il a examiné avec soin chacun des changements proposés par le gouvernement et a déterminé que, comme certains le craignaient, ces changements risquaient de réduire la participation démocratique au lieu de la faire croître, un objectif que tous les députés devraient poursuivre.

Le député a déjà mentionné que l'incorporation par renvoi pouvait avoir pour effet d'escamoter l'examen auquel est normalement soumise toute mesure législative du gouvernement. J'aimerais donc lui poser la question que voici: si on prend l'exemple du projet de loi S-2, le député pourrait-il élargir son cadre de référence et répondre aux préoccupations de ceux qui se demandent si le gouvernement serait prêt à mener les consultations nécessaires et à faire preuve de la transparence requise, de façon à ce que ce projet de loi respecte les principes de reddition de comptes et de transparence?



*Initiatives ministérielles*

À la lumière de la solide expérience qu'il a acquise pendant l'analyse de la Loi électorale, le député est-il raisonnablement convaincu que le gouvernement comprend l'importance de la consultation et de la reddition de comptes et comprendra qu'il doit apporter des modifications au projet de loi S-2 lors de l'examen en comité, de façon à ce que les changements réglementaires prévus servent l'intérêt public, dans un esprit de transparence et de reddition de comptes?

**M. Craig Scott:** Monsieur le Président, je répondrai brièvement que je n'ai pas grand espoir que le gouvernement adoptera cette approche. Sa démarche à l'égard du projet de loi C-23 me porte à croire que le gouvernement n'avait pas l'intention d'effectuer la moindre consultation.

Il se peut que les choses se passent différemment en l'occurrence. Le projet de loi se veut d'ordre administratif, mais le gouvernement reconnaît qu'il touche au cœur même du pouvoir réglementaire moderne de l'État, et il est tout à fait au courant des sérieuses réserves qui ont été exprimées par certains témoins et sénateurs.

J'espère que l'opinion exprimée à maintes reprises par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, composé de membres de tous les partis et des deux Chambres, selon laquelle la délégation du pouvoir de réglementation à des organismes externes au moyen de l'incorporation par renvoi dynamique pose problème, ne passera pas sous silence tout simplement parce que le projet de loi, qui a commencé son cheminement au Sénat, est maintenant devant la Chambre et sera étudié par un autre comité.

Il arrive parfois qu'un esprit de coopération règne à la Chambre. C'est d'ailleurs le cas ces derniers jours, pour des raisons plutôt évidentes. J'encourage le gouvernement à se montrer coopératif en l'occurrence, car nous sommes tous d'accord pour dire que le fait de mettre de l'ordre dans la façon dont nous abordons l'incorporation par renvoi est un aspect extrêmement important de notre fonction législative. Le problème, c'est que le gouvernement risque, par inadvertance, de contribuer au déficit démocratique.

● (1210)

**M. Adam Vaughan (Trinity—Spadina, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi à l'étude. Je ferai remarquer que, paradoxalement, nous avons débattu hier d'une motion d'initiative parlementaire qui tentait d'interdire la pratique des mariages par procuration, et voilà que nous étudions aujourd'hui une tentative, d'une certaine manière, de permettre la réglementation par procuration. S'il est inacceptable de se marier par procuration, il devrait être tout aussi inacceptable de tenter de gouverner un pays par procuration et d'utiliser la procuration, dans ce cas-ci, pour créer un outil de législation simplifié qui, en réalité, complique le régime de réglementation.

Le projet de loi comporte des problèmes considérables qui nous préoccupent grandement. Le projet de loi est truffé de problèmes absolument fondamentaux. En tentant de simplifier les choses, nous finissons parfois par les compliquer. Parfois, les mesures visant à améliorer l'efficacité créent de la confusion et entraînent des contestations judiciaires et des complications qui, en fait, ralentissent le processus et le rendent moins équitable. Plutôt que de rendre les définitions accessibles, on met en place des procédures qui restreignent l'accès, et on fait entrer en vigueur des règlements dont certains éléments peuvent être inaccessibles ou parfois entraîner des coûts. La mesure découle peut-être d'une bonne intention, mais elle peut avoir des conséquences imprévues.

Toutefois, je reviens à l'idée que, s'il est inacceptable de se marier par procuration, pourquoi alors créerions-nous des lois et des

règlements par procuration? Pourquoi faire les choses rapidement plutôt que convenablement?

Par exemple, si un document incorporé par renvoi dans une mesure législative est protégé par un droit d'auteur, les particuliers pourraient devoir payer pour obtenir l'information dont ils ont besoin pour satisfaire aux exigences de la mesure législative. Les particuliers, les sociétés et les institutions sont disposés à se conformer à la loi et tentent de le faire. Toutefois, compte tenu des dispositions de la mesure législative, ils doivent déboursier de l'argent pour obtenir de l'information publique.

Nous avons discuté en long et en large de l'importance d'une démocratie libre et d'un gouvernement transparent, mais nos dispositions réglementaires, nos règles et nos lois doivent également être transparentes. Lorsque nous passons outre au processus, aussi encombrant et ancré dans la tradition soit-il, cela nous pousse à réfléchir et, dans ce cas-ci, soulève suffisamment de préoccupations pour que nous nous opposions à la pratique proposée.

L'article 18.6 est ainsi libellé:

Aucune déclaration de culpabilité ni aucune sanction administrative ne peut découler d'une contravention faisant intervenir un document, indice, taux ou nombre — incorporé par renvoi dans un règlement — se rapportant au fait reproché, sauf si, au moment de ce fait, le document, l'indice, le taux ou le nombre était accessible en application de l'article 18.3 [...]

En d'autres termes, si le taux est établi par procuration ou, comme dans ce cas-ci, s'il est défini comme il l'est dans la mesure législative, les chiffres devant être respectés sont tout à coup hors de la portée d'une personne qui agit, selon elle, à l'intérieur des limites des règles et des dispositions réglementaires. De fait, comme cette personne n'a pas eu accès aux fichiers exacts de données, elle ne sait pas quel taux s'applique.

En outre, les taux des sociétés d'État peuvent avoir été modifiés. Nous nous retrouvons dans une situation où les détails des règles et des dispositions réglementaires sont dissimulés par les dispositions du document dont nous discutons aujourd'hui.

C'est d'autant plus important dans un pays bilingue. Rien ne garantit que les éléments incorporés par procuration, surtout s'ils proviennent de l'étranger, seront traduits en temps utile dans l'une ou l'autre des langues officielles. C'est crucial, car la loi canadienne prévoit que les deux groupes linguistiques doivent être traités de façon équitable et juste. Les organismes situés à l'étranger ne sont pas tenus de respecter ce principe, et si nous incorporons par renvoi un document qu'ils ont produit, il se peut que l'obligation de traiter les deux langues de façon égale ne soit pas respectée en temps utile, ce qui créerait une situation injuste et un troublant précédent au Canada. C'est très inquiétant, je tiens à le répéter.

Il est facile de comprendre pourquoi pareille mesure est proposée: en cette ère de mondialisation, les échanges et les traités commerciaux se complexifient, on veut accélérer les choses et il est parfois difficile de s'y retrouver dans la réglementation fédérale. Comme je l'ai déjà dit, cette mesure législative vise à contourner le processus établi, alors qu'il s'agit d'un bon processus. Or, nous remplaçons ce processus par un modèle qui créera des inégalités et des failles flagrantes.

● (1215)

Lorsque nous rédigeons des lois qui renferment des failles, en toute connaissance de cause ou non, ces mesures législatives sont susceptibles d'être contestées devant les tribunaux ou de ne pas être respectées, et ce, même si elles découlent d'une bonne intention. Certains pourraient même tirer avantage de ces failles, et c'est peut-être ce qui m'inquiète le plus.

*Initiatives ministérielles*

Nous sommes tellement inquiets, en fait, que le Parti libéral s'opposera au projet de loi S-2.

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, je remercie le député de Trinity—Spadina, qui nous a présenté une analyse des plus éloquentes, comme toujours. Je trouve particulièrement utile la notion de réglementation par procuration. Il s'agit d'une idée plus facile à comprendre que le concept que j'ai présenté, c'est-à-dire le problème de la subdélégation des pouvoirs, qui est sans doute une façon plus technique de concevoir la chose.

Le député pourrait-il nous donner quelques exemples qui illustrent pourquoi le fait de donner le pouvoir de réglementation à des entités externes est susceptible de créer des problèmes au point de vue démocratique?

**M. Adam Vaughan:** Monsieur le Président, j'hésite à entrer dans les détails du projet de loi, car le collègue qui pose la question est un professeur de droit beaucoup plus érudit que moi.

Le problème, c'est qu'en faisant des renvois vers des documents issus d'organismes externes, on transmet des pouvoirs à ces organismes. Nous savons pourquoi il en est ainsi: des articles de lois existantes sont incorporés dans de nouvelles lois, traités ou accords. Nous comprenons comment la loi évolue avec le temps.

De plus en plus, c'est le droit international qui régit en grande partie nos activités commerciales et économiques et nos obligations. Plus on incorpore par renvoi des définitions et d'autres éléments précis, plus des pratiques, des conventions et des termes juridiques externes risquent de venir semer la confusion et même contredire des textes juridiques au libellé semblable. Nous commençons à voir des accords qui ont des répercussions sur les provinces et les municipalités pour ce qui est du commerce. L'accord économique et commercial global suscite les préoccupations que je viens de mentionner.

Prenons l'exemple de l'Europe et de toutes les situations divergentes qu'on y trouve. Les pays européens ont signé des accords commerciaux. Ces accords sont régis par le Parlement européen, puis par les pays concernés, les régions de ces pays, les provinces, les villes et toutes les autres entités légales s'occupant de gouvernance. Quand on commence à imaginer toutes les variations qui peuvent exister d'une même série de règlements, de coutumes, de pratiques et — surtout — de lois, la possibilité est bien réelle que des écarts de compréhension se produisent et qu'au lieu de clarifier les choses, on les rende plus obscures.

La rédaction et la codification des lois qui régissent et réglementent les pratiques en sol canadien doivent tenir compte du contexte canadien — notamment, il faut que cela se fasse dans les deux langues officielles en même temps. Il faut aussi prendre le temps de vérifier le libellé des textes, parce qu'en droit, le texte fait foi de tout.

•(1220)

**M. Craig Scott:** Monsieur le Président, je ne sais pas si j'ai une autre question, mais je suis content d'avoir pu entendre ces exemples. Dans notre régime constitutionnel, les traités internationaux ne peuvent pas avoir force de loi tant qu'une mesure législative en ce sens n'est pas adoptée. Il en va de même pour la division des pouvoirs qui s'ensuit.

Mon collègue vient de soulever un point important. Il y a une autre dimension constitutionnelle aux réserves que j'ai exprimées concernant la conformité à la Charte dans certains cas. En fait, si les annexes et les addendas d'un traité international qui a été incorporé par renvoi dans la loi sont modifiés par les instances internationales,

il me semble qu'on a bel et bien affaire à une forme de contournement de la règle constitutionnelle voulant que les lois internationales, et plus particulièrement les traités, ne peuvent pas avoir force de loi tant que le Parlement n'a pas adopté une loi en ce sens.

Qu'en pense mon collègue? Je sais que les députés d'en face vont dire que nous exagérons, mais en ce qui me concerne, il s'agit d'un problème structurel majeur. Si on ne réfléchit pas soigneusement aux procédures de reddition de comptes, nous pourrions nous retrouver à faire rédiger nos lois par d'autres que nous.

**M. Adam Vaughan:** Monsieur le Président, c'est un aspect qui nous préoccupe beaucoup. Ce qui nous préoccupe également — si cet aspect est confié à d'autres parties, si on le délègue ou si on demande à un mandataire de s'en occuper, ou si un règlement est modifié en raison de l'existence de cette mesure législative —, c'est que le texte que nous citons, qui provient d'une autre partie, d'un mandataire, pourrait être modifié sans que nous en soyons avisés et sans que quiconque soit tenu de nous en aviser. Nous nous trouverions alors dans une situation où les lois canadiennes seraient modifiées sans que le Canada ait pu examiner la question. C'est un aspect qui nous préoccupe.

L'objectif poursuivi ici est admirable. Nous le comprenons, et nous comprenons aussi qu'on recherche ainsi l'efficacité. Nous cherchons tous à créer des systèmes plus efficaces.

Par contre, comme je l'ai mentionné, on s'enlise dans l'inefficacité lorsqu'on délègue des pouvoirs à des autorités, à des chambres et à des organismes avec lesquels nous n'entretenons aucun lien et n'avons établi aucun mécanisme de reddition de comptes. Nous nous appuyons sur des règlements qui pourraient changer, et il s'ensuit que ces entités à l'extérieur du pays peuvent profiter d'un avantage indu et utiliser les lois canadiennes contre les Canadiens, d'une façon imprévue, tout simplement parce que la loi n'est pas modifiée et parce que ces entités de l'extérieur du pays ont la possibilité d'exploiter ces changements. Par conséquent, nous leur permettons de bénéficier d'une pratique et d'une procédure injustes devant nos propres tribunaux, et peut-être sans que les Canadiens en prennent conscience.

Il n'est pas nécessaire de refuser de conclure de telles ententes, ni de renoncer à la possibilité de nouer des liens à l'échelle mondiale et de conclure des traités, des ententes et des accords commerciaux. C'est ce que nous devons faire; nous le comprenons et nous vivons dans ce monde. Cependant, nous devons procéder d'une manière conforme à la tradition de common law, aux pratiques du Parlement et à la Constitution du Canada, y compris aux droits dont le député a parlé.

**Le Président:** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**Le Président:** Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le Président:** Je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée et le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité.)

**Le Président:** En conséquence, le projet de loi est renvoyé au Comité permanent de la justice et des droits de la personne.

Je crois que le whip en chef du gouvernement invoque le Règlement.

*Initiatives parlementaires*

**L'hon. John Duncan:** Monsieur le Président, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 13 h 30.

**Le Président:** Y a-t-il consentement?

**Des voix:** D'accord.

---

**INITIATIVES PARLEMENTAIRES**

[Traduction]

**LA PRISE DE CONTRÔLE DE STELCO PAR U.S. STEEL**

(Motion M-537. L'ordre du jour appelle: initiatives parlementaires:)

Le 23 septembre 2014 — Motion M-537, La prise de contrôle de Stelco par U.S. Steel — M. David Christopherson

**Le Président:** Le député d'Hamilton-Centre n'est pas à la Chambre pour présenter l'article inscrit au *Feuilleton* d'aujourd'hui. En conséquence, l'article retombe au bas de la liste de priorité du *Feuilleton*.

Comme il est 13 h 30, la Chambre s'ajourne à lundi prochain, à 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement

(La séance est levée à 12 h 24.)

---



**ANNEXE**

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR  
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION  
ET L'AFFILIATION POLITIQUE;  
COMITÉS DE LA CHAMBRE,  
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,  
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

**OCCUPANTS DU FAUTEUIL**

**Le Président**

L'HON. ANDREW SCHEER

**Le Vice-président et président des comités pléniers**

M. JOE COMARTIN

**Le vice-président des comités pléniers**

M. BARRY DEVOLIN

**Le vice-président adjoint des comités pléniers**

M. BRUCE STANTON

---

**BUREAU DE RÉGIE INTERNE**

L'HON. ANDREW SCHEER

MME STELLA AMBLER

L'HON. JOHN DUNCAN

L'HON. DOMINIC LEBLANC

M. PHILIP TOONE

MME NYCOLE TURMEL

L'HON. PETER VAN LOAN

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Ablonczy, L'hon. Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Adams, Eve, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Mississauga—Brampton-Sud	Ontario	PCC
Adler, Mark	York-Centre	Ontario	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique	Nunavut	Nunavut	PCC
Albas, Dan, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	Ontario	PCC
Alexander, L'hon. Chris, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Ajax—Pickering	Ontario	PCC
Allen, Malcolm	Welland	Ontario	NPD
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	PCC
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	Ontario	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre de la Santé	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
Andrews, Scott	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Armstrong, Scott, secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Ashfield, L'hon. Keith	Fredericton	Nouveau-Brunswick	PCC
Ashton, Niki	Churchill	Manitoba	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	Ontario	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique	NPD
Aubin, Robert	Trois-Rivières	Québec	NPD
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	Québec	NPD
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	PCC
Barlow, John	Macleod	Alberta	PCC
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	PCC
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	Ind.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	Québec	NPD
Bergen, L'hon. Candice, ministre d'État (Développement social)	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)	Beauce	Québec	PCC
Bevington, Dennis	Territoires du Nord-Ouest	Territoires du Nord-Ouest	NPD
Bezan, James, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	Québec	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	Québec	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Lévis—Bellechasse	Québec	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Block, Kelly, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	Québec	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	Québec	NPD
Boughen, Ray	Palliser	Saskatchewan	PCC
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	Québec	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	Québec	NPD
Braid, Peter, secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités	Kitchener—Waterloo	Ontario	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	Québec	NPD
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire du ministre du Développement international	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Brown, Patrick	Barrie	Ontario	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	Manitoba	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	Ontario	PCC
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	Oak Ridges—Markham	Ontario	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Cannan, L'hon. Ron	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	Ontario	PCC
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	Québec	NPD
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement	Oshawa	Ontario	PCC
Casey, Sean	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Cash, Andrew	Davenport	Ontario	NPD
Chan, Arnold	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	Ontario	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	NPD
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Choquette, François	Drummond	Québec	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor	Parry Sound—Muskoka	Ontario	PCC
Comartin, Joe, Le vice-président	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	Québec	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crockatt, Joan	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
Daniel, Joe	Don Valley-Est	Ontario	PCC



Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	Ontario	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	NPD
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	Ontario	PCC
Del Mastro, Dean	Peterborough	Ontario	Ind. cons.
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	Québec	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	Québec	NPD
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	Québec	NPD
Dubourg, Emmanuel	Bourassa	Québec	Lib.
Duncan, L'hon. John, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	Québec	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Falk, Ted	Provencher	Manitoba	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre des Anciens Combattants	Vaughan	Ontario	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Findlay, L'hon. Kerry-Lynne D., ministre du Revenu national	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	Québec	FD
Freeland, Chrystia	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	Québec	NPD
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	NPD
Genest, Réjean	Shefford	Québec	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	Québec	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	NPD
Gill, Parm, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Brampton—Springdale	Ontario	PCC
Glover, L'hon. Shelly, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Saint-Boniface	Manitoba	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	Ontario	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	Québec	NPD
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	NPD
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Québec	Ind.
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	Ontario	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	Alberta	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Holder, L'hon. Ed, ministre d'État (Sciences et Technologie)	London-Ouest	Ontario	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapuskasing	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	PV
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	Québec	NPD
James, Roxanne, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Scarborough-Centre	Ontario	PCC
Jones, Yvonne	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	Colombie-Britannique	PCC
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	Ontario	NPD
Kenney, L'hon. Jason, ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Lake, L'hon. Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Alberta	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Manitoba	Lib.
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	Québec	FD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	Québec	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	Québec	NPD
Leef, Ryan	Yukon	Yukon	PCC
Leitch, L'hon. K. Kellie, ministre du Travail et ministre de la Condition féminine	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	Ontario	PCC
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	NPD
Lizon, Wladyslaw	Mississauga—Est—Cooksville	Ontario	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Maguire, Larry	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	Québec	NPD
Marston, Wayne	Hamilton—Est—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Menegakis, Costas, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Richmond Hill	Ontario	PCC
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	NPD
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	Québec	NPD
Moore, L'hon. James, ministre de l'Industrie	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	Québec	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	Ind.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mulcair, L'hon. Thomas, chef de l'opposition	Outremont	Québec	NPD
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	NPD
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	Ontario	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	Québec	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Défense nationale	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
Nunez-Melo, José	Laval	Québec	NPD
Obhrai, L'hon. Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne	Calgary-Est	Alberta	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Finances	Eglinton—Lawrence	Ontario	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	Ontario	PCC
O'Toole, Erin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	Durham	Ontario	PCC
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Papillon, Annick	Québec	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	Québec	BQ
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	Québec	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	Québec	Ind.
Pilon, François	Laval—Les Îles	Québec	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, L'hon. Pierre, ministre d'État (Réforme démocratique)	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	Québec	NPD
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raiitt, L'hon. Lisa, ministre des Sports	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Rankin, Murray	Victoria	Colombie-Britannique	NPD
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	Ind.
Ravignat, Mathieu	Pontiac	Québec	NPD
Raynault, Francine	Joliette	Québec	NPD
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Rempel, L'hon. Michelle, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Rickford, L'hon. Greg, ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	Ontario	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	Québec	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	North Vancouver	Colombie-Britannique	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	Ontario	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	Ontario	PCC
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	NPD
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	PCC
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	NPD
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	Ontario	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	Manitoba	PCC
Sorenson, L'hon. Kevin, ministre d'État (Finances)	Crowfoot	Alberta	PCC
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	Ontario	PCC
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Québec	Lib.
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Strahl, Mark, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	Ontario	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	Ontario	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	Ontario	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	Manitoba	PCC
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	Québec	NPD
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PCC
Trottier, Bernard, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	PCC
Trudeau, Justin	Papineau	Québec	Lib.
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	Ontario	PCC
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	Québec	NPD
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Multiculturalisme)	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	PCC
Valeriotte, Frank	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vaughan, Adam	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC
Warawa, Mark	Langley	Colombie-Britannique	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	Alberta	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Watson, Jeff, secrétaire parlementaire de la ministre des Transports	Essex.....	Ontario .....	PCC
Weston, John .....	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country....	Colombie-Britannique ...	PCC
Weston, Rodney .....	Saint John .....	Nouveau-Brunswick .....	PCC
Wilks, David .....	Kootenay—Columbia.....	Colombie-Britannique ...	PCC
Williamson, John.....	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick .....	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés) .....	Richmond .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Woodworth, Stephen .....	Kitchener-Centre .....	Ontario .....	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires) .....	Blackstrap .....	Saskatchewan .....	PCC
Young, Terence.....	Oakville.....	Ontario .....	PCC
Young, Wai .....	Vancouver-Sud .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Yurdiga, David .....	Fort McMurray—Athabasca ...	Alberta .....	PCC
Zimmer, Bob .....	Prince George—Peace River ...	Colombie-Britannique ...	PCC
VACANCE .....	Yellowhead .....	Alberta .....	
VACANCE .....	Whitby—Oshawa .....	Ontario .....	

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE**

Deuxième session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>ALBERTA (27)</b>		
Ablonczy, L'hon. Diane .....	Calgary—Nose Hill .....	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre de la Santé .....	Edmonton—Spruce Grove .....	PCC
Anders, Rob .....	Calgary-Ouest .....	PCC
Barlow, John .....	Macleod .....	PCC
Benoit, Leon .....	Vegreville—Wainwright .....	PCC
Calkins, Blaine .....	Wetaskiwin .....	PCC
Crockatt, Joan .....	Calgary-Centre .....	PCC
Dreeshen, Earl .....	Red Deer .....	PCC
Duncan, Linda .....	Edmonton—Strathcona .....	NPD
Goldring, Peter .....	Edmonton-Est .....	PCC
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre .....	Calgary-Sud-Ouest .....	PCC
Hawn, L'hon. Laurie .....	Edmonton-Centre .....	PCC
Hillyer, Jim .....	Lethbridge .....	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme .....	Calgary-Sud-Est .....	PCC
Lake, L'hon. Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie .....	Edmonton—Mill Woods—Beaumont .....	PCC
Obhrai, L'hon. Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne .....	Calgary-Est .....	PCC
Payne, LaVar .....	Medicine Hat .....	PCC
Rajotte, James .....	Edmonton—Leduc .....	PCC
Rathgeber, Brent .....	Edmonton—St. Albert .....	Ind.
Rempel, L'hon. Michelle, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest) .....	Calgary-Centre-Nord .....	PCC
Richards, Blake .....	Wild Rose .....	PCC
Shory, Devinder .....	Calgary-Nord-Est .....	PCC
Sorenson, L'hon. Kevin, ministre d'État (Finances) .....	Crowfoot .....	PCC
Storseth, Brian .....	Westlock—St. Paul .....	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Multiculturalisme) .....	Edmonton—Sherwood Park .....	PCC
Warkentin, Chris .....	Peace River .....	PCC
Yurdiga, David .....	Fort McMurray—Athabasca .....	PCC
VACANCE .....	Yellowhead .....	
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)</b>		
Albas, Dan, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor .....	Okanagan—Coquihalla .....	PCC
Atamanenko, Alex .....	Colombie-Britannique-Southern Interior .....	NPD
Cannan, L'hon. Ron .....	Kelowna—Lake Country .....	PCC
Crowder, Jean .....	Nanaimo—Cowichan .....	NPD
Cullen, Nathan .....	Skeena—Bulkley Valley .....	NPD
Davies, Don .....	Vancouver Kingsway .....	NPD
Davies, Libby .....	Vancouver-Est .....	NPD
Donnelly, Fin .....	New Westminster—Coquitlam .....	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre d'État et whip en chef du gouvernement .....	Île de Vancouver-Nord .....	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international .....	Abbotsford .....	PCC
Findlay, L'hon. Kerry-Lynne D., ministre du Revenu national .....	Delta—Richmond-Est .....	PCC
Fry, L'hon. Hedy .....	Vancouver-Centre .....	Lib.
Garrison, Randall .....	Esquimalt—Juan de Fuca .....	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Moore, L'hon. James, ministre de l'Industrie	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Lib.
Rankin, Murray	Victoria	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	North Vancouver	PCC
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	NPD
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	NPD
Strahl, Mark, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark	Langley	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	PCC
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)</b>		
Casey, Sean	Charlottetown	Lib.
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	PCC
<b>MANITOBA (14)</b>		
Ashton, Niki	Churchill	NPD
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	PCC
Bergen, L'hon. Candice, ministre d'État (Développement social)	Portage—Lisgar	PCC
Bezan, James, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Selkirk—Interlake	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Falk, Ted	Provencher	PCC
Fletcher, L'hon. Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Glover, L'hon. Shelly, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Saint-Boniface	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Lib.
Maguire, Larry	Brandon—Souris	PCC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	PCC



Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK (10)</b>		
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	PCC
Ashfield, L'hon. Keith	Fredericton	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Lib.
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fundy Royal	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Madawaska—Restigouche	PCC
Weston, Rodney	Saint John	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE (11)</b>		
Armstrong, Scott, secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Lib.
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	South Shore—St. Margaret's	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	PCC
Leslie, Megan	Halifax	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Nova-Centre	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
<b>NUNAVUT (1)</b>		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique	Nunavut	PCC
<b>ONTARIO (105)</b>		
Adams, Eve, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Mississauga—Brampton-Sud	PCC
Adler, Mark	York-Centre	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	PCC
Alexander, L'hon. Chris, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Ajax—Pickering	PCC
Allen, Malcolm	Welland	NPD
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	PCC
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	PCC
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Lib.
Braid, Peter, secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités	Kitchener—Waterloo	PCC
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire du ministre du Développement international	Newmarket—Aurora	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Brown, Patrick	Barrie	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	PCC
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	Oak Ridges—Markham	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	PCC
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement	Oshawa	PCC
Cash, Andrew	Davenport	NPD
Chan, Arnold	Scarborough—Agingcourt	Lib.
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe, Le vice-président	Windsor—Tecumseh	NPD
Daniel, Joe	Don Valley-Est	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	PCC
Del Mastro, Dean	Peterborough	Ind. cons.
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	St. Catharines	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre des Anciens Combattants	Vaughan	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Haldimand—Norfolk	PCC
Freeland, Chrystia	Toronto-Centre	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Gill, Parm, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Brampton—Springdale	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	NPD
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	PCC
Holder, L'hon. Ed, ministre d'État (Sciences et Technologie)	London-Ouest	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	PV
James, Roxanne, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Scarborough-Centre	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	NPD
Kent, L'hon. Peter	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Leitch, L'hon. K. Kellie, ministre du Travail et ministre de la Condition féminine	Simcoe—Grey	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	PCC
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
Mathysen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.
Menegakis, Costas, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Richmond Hill	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Défense nationale	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Finances	Eglinton—Lawrence	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	PCC
O'Toole, Erin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	Durham	PCC
Poillievre, L'hon. Pierre, ministre d'État (Réforme démocratique)	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre des Transports	Halton	PCC
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, L'hon. Greg, ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	NPD
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Trottier, Bernard, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Etobicoke—Lakeshore	PCC
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	PCC
Valeriotte, Frank	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	PCC
Vaughan, Adam	Trinity—Spadina	Lib.
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff, secrétaire parlementaire de la ministre des Transports	Essex	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Young, Terence	Oakville	PCC
VACANCE	Whitby—Oshawa	

#### QUÉBEC (75)

Aubin, Robert	Trois-Rivières	NPD
---------------	----------------	-----

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	NPD
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Ind.
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)	Beauce	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Lévis—Bellechasse	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	NPD
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	NPD
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	NPD
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	NPD
Choquette, François	Drummond	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	NPD
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	NPD
Dubourg, Emmanuel	Bourassa	Lib.
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	NPD
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	FD
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	NPD
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Genest, Réjean	Shefford	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	NPD
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	NPD
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Ind.
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	NPD
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	FD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	NPD
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	NPD
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	NPD
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	NPD
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	NPD
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	Ind.
Mulcair, L'hon. Thomas, chef de l'opposition	Outremont	NPD
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil—Soulanges	NPD
Nunez-Melo, José	Laval	NPD
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Papillon, Annick	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	BQ
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	Ind.
Pilon, François	Laval—Les Îles	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	NPD
Ravignat, Mathieu	Pontiac	NPD
Raynault, Francine	Joliette	NPD
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	NPD
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	NPD
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Lib.
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	NPD
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	NPD

#### SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)	Blackstrap	PCC

#### TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)

Andrews, Scott	Avalon	Lib.
----------------	--------	------

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Byrne, L'hon. Gerry .....	Humber—St. Barbe—Baie Verte .....	Lib.
Cleary, Ryan .....	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	NPD
Foote, Judy.....	Random—Burin—St. George's .....	Lib.
Harris, Jack .....	St. John's-Est .....	NPD
Jones, Yvonne.....	Labrador .....	Lib.
Simms, Scott .....	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor.....	Lib.
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)</b>		
Bevington, Dennis .....	Territoires du Nord-Ouest .....	NPD
<b>YUKON (1)</b>		
Leef, Ryan .....	Yukon.....	PCC

# LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 24 octobre 2014 — 2<sup>e</sup> Session, 41<sup>e</sup> Législature)

## ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

**Président:** Pat Martin

**Vice-présidents:** Scott Andrews  
Patricia Davidson

Charmaine Borg  
Paul Calandra

Jacques Gourde  
Laurie Hawn

Tilly O'Neill Gordon  
Mathieu Ravignat

Bob Zimmer

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu

Michael Chong  
David Christopherson  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Pierre-Luc Dusseault  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki

Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
Anne Minh-Thu Quach  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Craig Scott  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young

## AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

**Président:** Chris Warkentin

**Vice-présidents:** Carolyn Bennett  
Jean Crowder

Ray Boughen  
Rob Clarke

Earl Dreesen  
Jonathan Genest-Jourdain

Carol Hughes  
Kyle Seeback

Mark Strahl

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Niki Ashton  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Kelly Block  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan

John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Joan Crockatt  
Nathan Cullen  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy

Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte

Mathieu Ravignat  
Scott Reid  
Blake Richards  
Romeo Saganash  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---



## AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

**Président:** Dean Allison

**Vice-présidents:** Paul Dewar  
Marc Garneau

David Anderson	Peter Goldring	Hélène Laverdière	Gary Schellenberger	(10)
Lois Brown	Nina Grewal	Romeo Saganash		

### Membres associés

Diane Ablonczy	Irwin Cotler	Mike Lake	Scott Reid
Eve Adams	Joan Crockatt	Guy Lauzon	Blake Richards
Mark Adler	Joe Daniel	Ryan Leef	Andrew Saxton
Dan Albas	Patricia Davidson	Pierre Lemieux	Kyle Seeback
Harold Albrecht	Don Davies	Chungsen Leung	Bev Shipley
Mike Allen	Bob Dechert	Laurin Liu	Devinder Shory
Stella Ambler	Earl Dreeshen	Wladyslaw Lizon	Joy Smith
Rob Anders	Rick Dykstra	Ben Lobb	Robert Sopuck
Scott Armstrong	Ted Falk	Tom Lukiwski	Brian Storseth
Keith Ashfield	Steven Fletcher	James Lunney	Mark Strahl
Jay Aspin	Royal Galipeau	Dave MacKenzie	David Sweet
Joyce Bateman	Cheryl Gallant	Larry Maguire	David Tilson
Leon Benoit	Parm Gill	Wayne Marston	Lawrence Toet
Tyrone Benskin	Robert Goguen	Colin Mayes	Brad Trost
James Bezan	Jacques Gourde	Phil McColeman	Bernard Trotter
Kelly Block	Richard Harris	Cathy McLeod	Susan Truppe
Ray Boughen	Laurie Hawn	Costas Menegakis	Dave Van Kesteren
Peter Braid	Bryan Hayes	Rob Merrifield	Maurice Vellacott
Garry Breitzkreuz	Russ Hiebert	Larry Miller	Mike Wallace
Gordon Brown	Jim Hillyer	Marc-André Morin	Mark Warawa
Patrick Brown	Randy Hoback	Rick Norlock	Chris Warkentin
Rod Bruinooge	Ed Holder	Deepak Obhrai	Jeff Watson
Brad Butt	Pierre Jacob	Gordon O'Connor	John Weston
Paul Calandra	Roxanne James	Tilly O'Neill Gordon	Rodney Weston
Blaine Calkins	Peter Julian	Ted Opitz	David Wilks
Ron Cannan	Randy Kamp	Erin O'Toole	John Williamson
John Carmichael	Gerald Keddy	LaVar Payne	Stephen Woodworth
Colin Carrie	Peter Kent	Ève Pécelet	Terence Young
Corneliu Chisu	Greg Kerr	Joe Preston	Wai Young
Michael Chong	Ed Komarnicki	James Rajotte	Bob Zimmer
Rob Clarke	Daryl Kramp		

## SOUS-COMITÉ DES DROITS INTERNATIONAUX DE LA PERSONNE

**Président:** Scott Reid

**Vice-présidents:** Irwin Cotler  
Wayne Marston

Tyrone Benskin	Nina Grewal	Gary Schellenberger	David Sweet	(7)
----------------	-------------	---------------------	-------------	-----

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

**Président:** Bev Shipley

**Vice-présidents:** Ruth Ellen Brosseau  
Mark Eyking

Denis Blanchette  
Earl Dreeshen

Randy Hoback  
Pierre Lemieux

LaVar Payne  
Francine Raynault

Bob Zimmer

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Niki Ashton  
Jay Aspin  
Alex Atamanenko  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins

Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Roxanne James  
Peter Julian

Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
Joe Preston

James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young

---

## ANCIENS COMBATTANTS

**Président:** Greg Kerr

**Vice-présidents:** Peter Stoffer  
Frank Valeriote

Sylvain Chicoine  
Royal Galipeau

Parm Gill  
Laurie Hawn

Bryan Hayes  
Wladyslaw Lizon

John Rafferty

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie

Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Mylène Freeman  
Cheryl Gallant  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Pat Martin  
Irene Mathysen  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Manon Perreault  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

**Président:** David Tilson

**Vice-présidents:** Lysane Blanchette-Lamothe  
John McCallum

Joe Daniel  
Chungsen Leung

Costas Menegakis  
Ted Opitz

Jasbir Sandhu  
Devinder Shory

Rathika Sitsabaiesan

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie

Andrew Cash  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Patricia Davidson  
Don Davies  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Earl Dreshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Alain Giguère  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian

Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid

Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Jinny Jogindera Sims  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---

## COMMERCE INTERNATIONAL

**Président:** Randy Hoback

**Vice-présidents:** Don Davies  
Massimo Pacetti

Ron Cannan  
Russ Hiebert

Laurin Liu  
Rob Merrifield

Marc-André Morin  
Erin O'Toole

Devinder Shory

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu

Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Paul Dewar  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Chrystia Freeland  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Jim Hillyer  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki

Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Hélène Laverdière  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Brian Masse  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Mathieu Ravignat  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Jinny Jogindera Sims  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---

**COMPTES PUBLICS****Président:** David Christopherson**Vice-présidents:** John Carmichael  
Yvonne JonesDan Albas  
Malcolm AllenJay Aspin  
Ted FalkAlain Giguère  
Bryan Hayes

Stephen Woodworth

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Lysane Blanchette-Lamothe  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael ChongRob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreesen  
Pierre-Luc Dusseault  
Rick Dykstra  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Dan Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake RichardsAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

**CONDITION FÉMININE****Président:** Hélène LeBlanc**Vice-présidents:** Kirsty Duncan  
Tilly O'Neill GordonStella Ambler  
Niki AshtonJoan Crockatt  
Djaouida SellahSusan Truppe  
Terence Young

Wai Young

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Lysane Blanchette-Lamothe  
Kelly Block  
Françoise Boivin  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin CarrieCorneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Jean Crowder  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Libby Davies  
Anne-Marie Day  
Bob Dechert  
Earl Dreshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Mylène Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Sadia Groguhé  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter JulianRandy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Irene Mathysen  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
Annick PapillonLaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Bob Zimmer

**DÉFENSE NATIONALE****Président:** Peter Kent**Vice-présidents:** Jack Harris  
Joyce MurrayJames Bezan  
Corneliu ChisuCheryl Gallant  
Jean-François LaroseÉlaine Michaud  
Rick Norlock

John Williamson

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Tarik Brahmi  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin CarrieMichael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Randall Garrison  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Christine Moore  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake RichardsAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer





**FINANCES****Président:** James Rajotte**Vice-présidents:** Scott Brison  
Nathan CullenMark Adler  
Mike AllenGuy Caron  
Gerald KeddyMurray Rankin  
Andrew Saxton

Dave Van Kesteren

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael ChongRob Clarke  
Raymond Côté  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Emmanuel Dubourg  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Peter KentGreg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Hoang Mai  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe PrestonScott Reid  
Blake Richards  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

**Président:** David Sweet

**Vice-présidents:** Peggy Nash  
Judy Sgro

Joyce Bateman  
Raymond Côté

Cheryl Gallant  
Mike Lake

Brian Masse  
Dave Van Kesteren

Mark Warawa

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Mauril Bélanger  
Leon Benoit  
Tyrone Benskin  
James Bezan  
Kelly Block  
Charmaine Borg  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins

Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreesen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Dan Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy

Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Hélène LeBlanc  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
Anne Minh-Thu Quach

James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

**Président:** Mike Wallace

**Vice-présidents:** Françoise Boivin  
Sean Casey

Patrick Brown  
Bob Dechert

Robert Goguen  
Pierre Jacob

Ève Pécelet  
Kyle Seeback

David Wilks

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu

Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Randall Garrison  
Parm Gill  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Matthew Kellway  
Peter Kent

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Wayne Marston  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte

Murray Rankin  
Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---

## LANGUES OFFICIELLES

**Président:** Michael Chong

**Vice-présidents:** Yvon Godin  
Lise St-Denis

Joyce Bateman  
Corneliu Chisu

Joe Daniel  
Jacques Gourde

Jamie Nicholls  
Nycole Turmel

John Williamson

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Robert Aubin  
Leon Benoit  
Tyrone Benskin  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael

Colin Carrie  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Stéphane Dion  
Pierre Dionne Labelle  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Nina Grewal  
Dan Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Alexandrine Latendresse  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte

Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

**LIAISON**

<b>Président:</b>	Dean Allison	<b>Vice-président:</b>	David Christopherson	
Harold Albrecht	Randy Hoback	Pat Martin	David Sweet	(25)
Leon Benoit	Peter Kent	Phil McColeman	David Tilson	
Gordon Brown	Greg Kerr	Larry Miller	Mike Wallace	
Chris Charlton	Daryl Kramp	Joe Preston	Chris Warkentin	
Michael Chong	Hélène LeBlanc	James Rajotte	Rodney Weston	
Pierre-Luc Dusseault	Ben Lobb	Bev Shipley		

**Membres associés**

Scott Andrews	Jean Crowder	Marc Garneau	Pierre Nantel
Mauril Bélanger	Nathan Cullen	Randall Garrison	Peggy Nash
Carolyn Bennett	Rodger Cuzner	Yvon Godin	Gordon O'Connor
Lysane Blanchette-Lamothe	Patricia Davidson	Jack Harris	Tilly O'Neill Gordon
Françoise Boivin	Don Davies	Kevin Lamoureux	Massimo Pacetti
Garry Breitzkreuz	Libby Davies	Alexandrine Latendresse	Goeff Regan
Scott Brison	Paul Dewar	Lawrence MacAulay	Judy Sgro
Ruth Ellen Brosseau	Stéphane Dion	Hoang Mai	Scott Simms
Gerry Byrne	Kirsty Duncan	John McCallum	Jinny Jogindera Sims
John Carmichael	Wayne Easter	David McGuinty	Lise St-Denis
Sean Casey	Mark Eyking	John McKay	Peter Stoffer
Robert Chisholm	Hedy Fry	Joyce Murray	Frank Valeriote
François Choquette			

**SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ**

<b>Président:</b>	Dean Allison	<b>Vice-président:</b>		
David Christopherson	Phil McColeman	Joe Preston	Chris Warkentin	(7)
Pat Martin	Larry Miller			

## OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

**Président:** Pierre-Luc Dusseault

**Vice-présidents:** Gerry Byrne  
Gordon O'Connor

Diane Ablonczy  
Mark Adler

Jay Aspin  
Anne-Marie Day

Jim Hillyer  
Pat Martin

Bernard Trottier

(10)

### Membres associés

Eve Adams  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Denis Blanchette  
Kelly Block  
Françoise Boivin  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu

Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Paul Dewar  
Earl Dreeshen  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Mathieu Ravignat  
Scott Reid

Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Susan Truppe  
Nycole Turmel  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---

## PATRIMOINE CANADIEN

**Président:** Gordon Brown**Vice-présidents:** Stéphane Dion  
Pierre NantelRay Boughen  
Rick DykstraTed Falk  
Jim HillyerIrene Mathysen  
Kennedy Stewart

John Weston

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Tyrone Benskin  
James Bezan  
Kelly Block  
Charmaine Borg  
Peter Braid  
Garry Breitreuz  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin CarrieAndrew Cash  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Nathan Cullen  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreshen  
Matthew Dubé  
Steven Fletcher  
Mylène Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald KeddyPeter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James RajotteScott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer



## PÊCHES ET OCÉANS

**Président:** Rodney Weston

**Vice-présidents:** Robert Chisholm  
Lawrence MacAulay

Ryan Cleary  
Patricia Davidson

Randy Kamp  
François Lapointe

Ryan Leef  
Robert Sopuck

John Weston

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie

Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockett  
Joe Daniel  
Bob Dechert  
Fin Donnelly  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Yvon Godin  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Gerald Keddy  
Peter Kent

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Philip Toone  
Jonathan Tremblay  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---



**RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET  
CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

**Président:** Phil McColeman

**Vice-présidents:** Rodger Cuzner  
Jinny Jogindera Sims

Scott Armstrong  
Tarik Brahmi

Brad Butt  
Sadia Grogueh

Larry Maguire  
Colin Mayes

Cathy McLeod

(10)

**Membres associés**

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Lysane Blanchette-Lamothe  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Alexandre Boulerice  
Marjolaine Boutin-Sweet  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Chris Charlton

Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Matthew Dubé  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Mylène Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Alain Giguère  
Parm Gill  
Yvon Godin  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Dan Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian

Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Irene Mathysen  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Manon Perreault  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Rathika Sitsabaiesan  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
Mike Sullivan  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Jonathan Tremblay  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## RESSOURCES NATURELLES

**Président:** Leon Benoit**Vice-présidents:** Chris Charlton  
Geoff ReganKelly Block  
Blaine CalkinsJoan Crockatt  
Linda DuncanRyan Leef  
Christine Moore

Brad Trost

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
James Bezan  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob ClarkeNathan Cullen  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeschen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Yvon Godin  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Claude Gravelle  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Roxanne James  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
John Rafferty  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards  
Romeo SaganashAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kennedy Stewart  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## SANTÉ

**Président:** Ben Lobb**Vice-présidents:** Libby Davies  
Hedy FryEve Adams  
Claude GravelleWladyslaw Lizon  
James LunneyDany Morin  
David Wilks

Terence Young

(10)

**Membres associés**Diane Ablonczy  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael ChongRob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Chungsen Leung  
Tom Lukiwski  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Wayne Marston  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Christine Moore  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Manon Perreault  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew SaxtonGary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Djaouida Sellah  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Jinny Jogindera Sims  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
Mike Sullivan  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Wai Young  
Bob Zimmer

## SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

**Président:** Daryl Kramp

**Vice-présidents:** Wayne Easter  
Randall Garrison

Rosane Doré Lefebvre  
Roxanne James

Larry Maguire  
Rick Norlock

LaVar Payne  
Blake Richards

Jean Rousseau

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Charmaine Borg  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael

Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Don Davies  
Bob Dechert  
Earl Dreshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Peter Julian  
Randy Kamp

Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
François Pilon  
Joe Preston  
James Rajotte  
Murray Rankin  
Scott Reid

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

---

## TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS

**Président:** Larry Miller

**Vice-présidents:** Hoang Mai  
David McGuinty

Peter Braid  
Ed Komarnicki

Isabelle Morin  
Mike Sullivan

Lawrence Toet  
Jeff Watson

Wai Young

(10)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Robert Aubin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Alexandre Boulerice  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael

Guy Caron  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreesen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Randy Kamp

Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Pierre Nantel  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston

James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Bob Zimmer

---

## COMITÉS MIXTES PERMANENTS

### BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

**Coprésidents:** Marie-P. Charette-Poulin  
Richard Harris

**Vice-coprésidents:** Carol Hughes  
Scott Simms

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Anne C. Cools  
Nicole Eaton

Terry M. Mercer  
Michel Rivard

Tyrone Benskin  
Rod Bruinooge  
Blaine Calkins  
Réjean Genest  
Guy Lauzon

Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
José Nunez-Melo  
Brian Storseth

(17)

#### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu

Michael Chong  
David Christopherson  
Rob Clarke  
Joan Crockatt  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Larry Maguire  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer



## EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

**Coprésidents:** Denise Batters  
Chris Charlton

**Vice-coprésidents:** Mauril Bélanger  
Garry Breitkreuz

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Céline Hervieux-Payette  
Thomas Johnson McInnis  
Don Meredith

Wilfred P. Moore  
Bob Runciman  
David P. Smith

Dan Albas  
Stella Ambler  
Rob Anders  
Paulina Ayala  
Patrick Brown

Rob Clarke  
François Pilon  
Anne Minh-Thu Quach  
Maurice Vellacott

(19)

### Membres associés

Diane Ablonczy  
Eve Adams  
Mark Adler  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Keith Ashfield  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Joan Crockatt  
Joe Daniel

Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Earl Dreshen  
Rick Dykstra  
Ted Falk  
Steven Fletcher  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Peter Kent  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake

Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Larry Maguire  
Brian Masse  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Gordon O'Connor  
Tilly O'Neill Gordon  
Ted Opitz  
Erin O'Toole  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Blake Richards

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## **Comité des présidents des comités législatifs**

### **Le Vice-président et président des comités pléniers**

M. JOE COMARTIN

### **Le vice-président des comités pléniers**

M. BARRY DEVOLIN

### **Le vice-président adjoint des comités pléniers**

M. BRUCE STANTON

M. MIKE ALLEN

M. BLAINE CALKINS

MME JEAN CROWDER

M. DON DAVIES

M. BRYAN HAYES

MME HÉLÈNE LAVERDIÈRE

MME IRENE MATHYSSEN

MME JOYCE MURRAY

M. BLAKE RICHARDS

M. BRIAN STORSETH

M. DAVE VAN KESTEREN

M. BOB ZIMMER

## MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Bernard Valcourt	ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Défense nationale
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Rona Ambrose	ministre de la Santé
L'hon. Diane Finley	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. John Baird	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	président du Conseil du Trésor
L'hon. Peter Van Loan	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Jason Kenney	ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Christian Paradis	ministre du Développement international et ministre de la Francophonie
L'hon. James Moore	ministre de l'Industrie
L'hon. Denis Lebel	ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique
L'hon. Lisa Raitt	ministre des Transports
L'hon. Gail Shea	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Julian Fantino	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Steven Blaney	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Ed Fast	ministre du Commerce international
L'hon. Joe Oliver	ministre des Finances
L'hon. Kerry-Lynne D. Findlay	ministre du Revenu national
L'hon. Shelly Glover	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Chris Alexander	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. K. Kellie Leitch	ministre du Travail et ministre de la Condition féminine
L'hon. Greg Rickford	ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
L'hon. Maxime Bernier	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)
L'hon. Rob Moore	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. John Duncan	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Tim Uppal	ministre d'État (Multiculturalisme)
L'hon. Alice Wong	ministre d'État (Aînés)
L'hon. Bal Gosal	ministre d'État (Sports)
L'hon. Kevin Sorenson	ministre d'État (Finances)
L'hon. Pierre Poilievre	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Candice Bergen	ministre d'État (Développement social)
L'hon. Michelle Rempel	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Ed Holder	ministre d'État (Sciences et Technologie)

## SÉCRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

Mme Eve Adams	de la ministre de la Santé
M. Dan Albas	du président du Conseil du Trésor
M. David Anderson	du ministre des Affaires étrangères
M. Scott Armstrong	du ministre de l'Emploi et du Développement social
M. James Bezan	du ministre de la Défense nationale
Mme Kelly Block	du ministre des Ressources naturelles
M. Peter Braid	pour l'Infrastructure et les Collectivités
Mme Lois Brown	du ministre du Développement international
M. Paul Calandra	du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales
M. Colin Carrie	de la ministre de l'Environnement
M. Bob Dechert	du ministre de la Justice
M. Rick Dykstra	de la ministre du Patrimoine canadien
M. Parm Gill	du ministre des Anciens Combattants
M. Robert Goguen	du ministre de la Justice
M. Jacques Gourde	du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
Mme Roxanne James	du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
M. Randy Kamp	de la ministre des Pêches et des Océans
M. Gerald Keddy	de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
L'hon. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
M. Chungsen Leung	pour le Multiculturalisme
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
Mme Cathy McLeod	de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
M. Costas Menegakis	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne
M. Erin O'Toole	du ministre du Commerce international
M. Andrew Saxton	du ministre des Finances
M. Mark Strahl	du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
M. Bernard Trottier	de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Mme Susan Truppe	pour la Condition féminine
M. Jeff Watson	de la ministre des Transports

## TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 24 octobre 2014

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

#### Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée

Projet de loi C-41. Étape du rapport .....	8757
M. Poilievre (au nom du ministre du Commerce international) .....	8757
Motion d'adoption .....	8757
Adoption de la motion .....	8757

#### Loi sur l'incorporation par renvoi dans les règlements

M. Poilievre (au nom du ministre de la Justice et procureur général du Canada) .....	8757
Projet de loi S-2. Deuxième lecture .....	8757
M. O'Toole .....	8757
M. Scott .....	8759
M. Sullivan .....	8759
M. Albas .....	8759
M. Scott .....	8760
M. Scott .....	8761
M. Albas .....	8764

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

#### Le Diwali

M. Obhrai .....	8764
-----------------	------

#### Postes Canada

Mme Raynault .....	8764
--------------------	------

#### Les événements du 22 octobre 2014

Mme McLeod .....	8764
------------------	------

#### Le service de pompiers volontaires de Marystown

Mme Foote .....	8765
-----------------	------

#### Le drapeau national du Canada

Mme Adams .....	8765
-----------------	------

#### Le nouvel an de l'Hégire

Mme Sellah .....	8765
------------------	------

#### La solidarité canadienne

M. Gill .....	8765
---------------	------

#### Les Forces armées canadiennes

M. Galipeau .....	8766
-------------------	------

#### Le syndrome de stress post-traumatique

M. Benskin .....	8766
------------------	------

#### La Journée mondiale contre la polio

Mme Brown (Newmarket—Aurora) .....	8766
------------------------------------	------

#### Le Centre de santé intercommunautaire de London

Mme Mathysen .....	8766
--------------------	------

#### Les Forces armées canadiennes

M. Clarke .....	8766
-----------------	------

#### Le Diwali

M. Valeriote .....	8767
--------------------	------

#### Patrice Vincent

M. Goguen .....	8767
-----------------	------

### Les événements du 22 octobre 2014

M. Dewar .....	8767
----------------	------

#### Patrice Vincent et Nathan Cirillo

M. Sweet .....	8767
----------------	------

### QUESTIONS ORALES

#### La sécurité publique

M. Julian .....	8767
Mme James .....	8768
M. Julian .....	8768
Mme James .....	8768
M. Julian .....	8768
Mme James .....	8768
Mme Boivin .....	8768
M. O'Toole .....	8768

#### Les affaires étrangères

Mme Boivin .....	8768
M. Baird .....	8768

#### La sécurité publique

M. Gameau .....	8769
Mme James .....	8769
M. Gameau .....	8769
Mme James .....	8769
M. Gameau .....	8769
Mme James .....	8769

#### Le budget

Mme Charlton .....	8769
M. Saxton .....	8769
Mme Charlton .....	8769
M. Saxton .....	8769
Mme Brosseau .....	8769
M. Saxton .....	8770
M. Ravignat .....	8770
M. Saxton .....	8770
Mme Sellah .....	8770
M. Saxton .....	8770
M. Scott .....	8770
M. Menegakis .....	8770

#### CBC/Radio-Canada

Mme Mathysen .....	8770
M. Dykstra .....	8770
M. Nantel .....	8770
M. Dykstra .....	8771
M. Nantel .....	8771
M. Dykstra .....	8771

#### La sécurité publique

Mme Foote .....	8771
Mme James .....	8771
Mme Foote .....	8771
Mme James .....	8771
M. Scarpaleggia .....	8771
Mme James .....	8771

<b>Le développement international</b>	
Mme Michaud.....	8772
Mme Brown (Newmarket—Aurora).....	8772
Mme Michaud.....	8772
Mme Brown (Newmarket—Aurora).....	8772
<b>Les affaires autochtones</b>	
M. Saganash.....	8772
M. Strahl.....	8772
Mme Crowder.....	8772
M. Strahl.....	8772
<b>La défense nationale</b>	
M. Norlock.....	8772
M. O'Toole.....	8772
<b>Le commerce international</b>	
M. Caron.....	8773
M. O'Toole.....	8773
M. Caron.....	8773
M. O'Toole.....	8773
<b>Le pont de Québec</b>	
Mme Latendresse.....	8773
M. Watson.....	8773
Mme Latendresse.....	8773
M. Watson.....	8773
<b>La santé</b>	
M. Valeriote.....	8773
Mme Adams.....	8773
<b>Le multiculturalisme</b>	
M. Vaughan.....	8774
M. Baird.....	8774
<b>Postes Canada</b>	
Mme Liu.....	8774
M. Watson.....	8774
M. Lapointe.....	8774
M. Watson.....	8774
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Trost.....	8774
M. Baird.....	8774
<b>Le commerce international</b>	
M. Cuzner.....	8774
M. O'Toole.....	8774
<b>La santé</b>	
M. Morin (Chicoutimi—Le Fjord).....	8775
Mme Adams.....	8775
<b>La Défense nationale</b>	
M. Yurdiga.....	8775

M. O'Toole.....	8775
<b>L'industrie forestière</b>	
M. Patry.....	8775
Mme Block.....	8775
<b>La sécurité publique</b>	
Mme Mourani.....	8775
Mme James.....	8775
<b>La santé</b>	
Mme Mourani.....	8776
M. Bernier.....	8776

## AFFAIRES COURANTES

<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Obhrai.....	8776
<b>Les délégations interparlementaires</b>	
M. Hoback.....	8776
<b>Pétitions</b>	
<b>La luzerne génétiquement modifiée</b>	
Mme Crowder.....	8776
<b>La pauvreté</b>	
Mme Crowder.....	8776
<b>Le parc national de la Rouge</b>	
M. Vaughan.....	8776
<b>L'Irak</b>	
Mme Mathysen.....	8776
<b>Questions au <i>Feuilleton</i></b>	
M. Lukiwski.....	8776
<b>Questions transformées en ordres de dépôt de documents</b>	
M. Lukiwski.....	8777

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

<b>Loi sur l'incorporation par renvoi dans les règlements</b>	
Projet de loi S-2. Deuxième lecture.....	8778
M. Julian.....	8778
M. Scott.....	8778
M. Vaughan.....	8779
M. Scott.....	8780
Adoption de la motion; deuxième lecture du projet de loi et renvoi à un comité.....	8780

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES

<b>La prise de contrôle de Stelco par U.s. Steel</b>	
Initiatives parlementaires: Motion M-537.....	8781

## ANNEXE



Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>